



600
600

Rapport Financier
CIH Bank
Au 30 juin 2020

CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL SOCIAL DE 2.832.473.500 DH - IMMATRICULÉ AU REGISTRE DE COMMERCE DE CASABLANCA SOUS LE N° 203
SIÈGE SOCIAL : 187, AVENUE HASSAN II, 20019 - CASABLANCA - TÉL. : (+212) 5 22 47 90 00 / (+212) 5 22 47 91 11 - FAX : (+212) 5 22 47 91 63

CIH (Crédit immobilier et hôtelier) est une banque marocaine filiale du groupe CDG

CIH Bank a été créée en 1920 sous le nom de Caisse de prêts immobiliers du Maroc (CPIM). À la suite de l'extension de son activité au secteur hôtelier en 1967, elle change de nom pour devenir Crédit immobilier et hôtelier. Aujourd'hui, CIH Bank est devenue une banque universelle qui propose ses services sur l'ensemble des secteurs du marché bancaire.

Résultats du premier semestre 2020 du Groupe CIH Bank

Chiffres sociaux

Dépôts clientèle : 45 MMDH (+20%)
Crédits clientèle : 49 MMDH (+20%)
PNB : +1.132 MDH (+15%)
RN : 82 MDH (-59%)

Chiffres consolidés

Dépôts clientèle : 48 MMDH (+19%)
Crédits clientèle : 58 MMDH (+17%)
PNB : +1.403 MDH (+17%)
RNPG : +46 MDH (-70%)

(Evolution par rapport à juin 2019)

Faits marquants du premier semestre 2020

Durant le premier semestre 2020, et en raison de la crise sanitaire du COVID-19, le groupe CIH Bank a mis en place un dispositif global de gestion de la pandémie COVID-19.

Afin de garantir à ses clients la continuité des services, CIH Bank a déployé rapidement son plan de continuité des activités, mettant en œuvre prioritairement les mesures destinées à garantir la sécurité sanitaire des collaborateurs et des clients. La Banque a mobilisé son personnel ainsi que des solutions de digitalisation avancée pour permettre une continuité des services vis-à-vis de tous les autres partenaires.

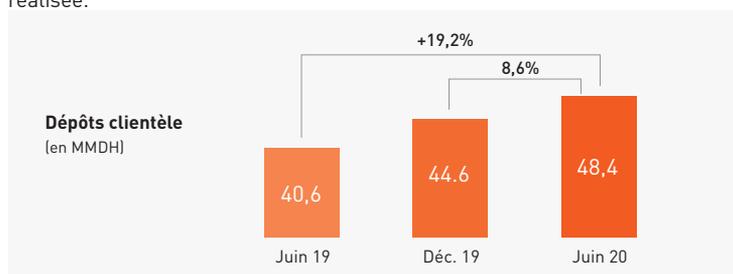
Le groupe s'est également joint à l'élan de solidarité nationale et a participé au soutien de l'économie du pays et ce, à travers plusieurs mesures citoyennes :

- Contribution au fonds spécial pour la gestion de la pandémie Covid-19 pour un montant de 150 MDH ;
- Le report d'échéances de mars à juin 2020 des crédits immobiliers et de consommation pour les clients particuliers impactés par la pandémie, dont 57.000 ont été accordés à titre gracieux conformément aux orientations du comité de veille économique ;
- Le financement des entreprises impactées par la pandémie à travers « Damane Oxygène » et « Damane Relance » ;
- La distribution des aides servies par l'Etat en faveur des centaines de milliers des citoyens à travers la mise à disposition de son réseau d'agence et de ses guichets automatiques.

Par ailleurs, CIH Bank a continué l'enrichissement de son offre digitale à travers le lancement de nouvelles fonctionnalités, et a poursuivi la densification de ses points de ventes à travers le développement de nouveaux points de Cash et l'implantation de nouveaux GAB chez les partenaires.

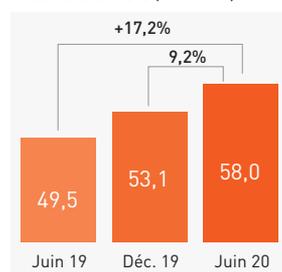
Résultats commerciaux en progression (Chiffres consolidés)

Avec un encours de 48,4 MMDH des dépôts de la clientèle, la collecte nette s'élève à 7,8 MMDH, soit +19,2 % sur une année glissante. Comparé à décembre 2019, cette évolution est de 8,6%. Les dépôts à vue constituent 72% de la collecte réalisée.

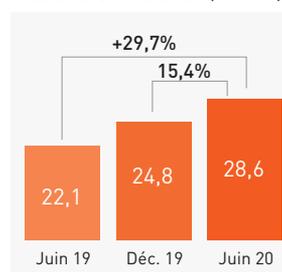


Les encours crédits consolidés ont atteint 58,0 MMDH, en hausse de 17,2% par rapport à juin 2019 et de 9,2% par rapport à décembre 2019. Poursuivant sa politique de diversification des emplois clientèle, la Banque affiche des crédits hors immobilier à hauteur de 28,7 MMDH enregistrant une croissance de 29,7% par rapport à juin 2019 et de 15,4% par rapport à décembre 2019. Les crédits hors immobilier représentant ainsi 49% du total des crédits à la clientèle à fin juin 2020.

Crédits clientèle (en MMDH)



Crédits hors immobiliers (en MMDH)

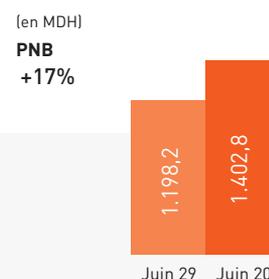


Le total bilan consolidé s'établit à 84,2 MMDH en progression de 12,0% par rapport à décembre 2019.

Une rentabilité en progression mais impactée par l'évolution du coût du risque

Le PNB consolidé s'élève à 1 402,8 MDH en hausse de 17,4% par rapport à juin 2019. La croissance de l'activité commerciale combinée à la poursuite de l'optimisation du coût des ressources induit la progression de la marge nette d'intérêt de 13,8%. L'activité de marché a aussi contribué à cette évolution avec une évolution de 57,6%.

En social, le produit net bancaire de CIH Bank s'établit à 1132,0 MDH, en croissance de 14,7% par rapport à juin 2019.



Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 439,2 MDH en hausse de 7,6% par rapport à juin 2019.

Les frais de gestion ont augmenté de 22,4%, sous l'effet conjugué de l'imputation intégrale du don au fonds COVID-19 sur les comptes semestriels et des efforts d'investissement consentis par la banque pour maintenir sa stratégie en termes d'industrialisation, de proximité vis-à-vis de la clientèle et de qualité de service avec une offre axée sur le digital.

En social, le résultat brut d'exploitation progresse de 6,8% pour s'établir à 256,4 MDH. Dans un contexte marqué par les impacts la pandémie COVID-19, CIH BANK a adopté une approche prudente et anticipative en matière de gestion des risques tant au niveau consolidé qu'au niveau social. La démarche de la banque a été d'évaluer la tendance du risque sur le second semestre et d'anticiper les impacts de la pandémie sur le risque tant pour les particuliers que pour les entreprises. Ainsi, le groupe CIH Bank a constaté des provisions de 414,7 MDH dont une partie constituée de manière prospective afin de prévenir les impacts de la pandémie. Le coût de risque affiche un accroissement de 144,6% par rapport à juin 2019 et le taux du coût du risque est de 0,68% contre 0,33% une année auparavant.

En social, le coût du risque s'élève à 304,1 MDH soit une évolution de +106,2%, et le taux de coût de risque est de 0,53% contre 0,32% en juin 2019.

Le résultat net part du groupe s'établit à 45,7 MDH en baisse de 69,8% sous l'effet de l'imputation intégrale des 150 MDH du don au fonds COVID-19 et de l'impact du coût du risque. En Pro Forma (*), le résultat net part du groupe s'établirait à 219,9 MDH, en croissance de 45,5%.

En social, le résultat net s'élève à 82,4 MDH, en baisse de 58,9% par rapport à juin 2019.

En pro forma (*), le résultat net s'afficherait à 251,2 MDH en évolution positive de 25,4%.

(*): Pro forma : Hors don au fonds COVID-19 et hors coût du risque prospectif induit par la pandémie.

Contexte :

Durant le premier semestre 2020, et en raison de la crise sanitaire du COVID-19, le Groupe CIH Bank a mis en place un dispositif global de gestion de la pandémie. A cet effet, le Groupe s'est joint à l'élan de solidarité nationale et a participé au soutien de l'économie du pays à travers plusieurs mesures citoyennes notamment par sa contribution au fonds spécial pour la gestion de la pandémie qui s'élève à 150 MDH.

Les résultats semestriels consolidés du Groupe CIH BANK ont été impactés par l'imputation de l'intégralité de ce don. Par conséquent, les frais de gestion s'élèvent à 963,6 MDH avec une hausse de 22,4% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Par ailleurs, en pro forma les frais de gestion seraient de 813,6 MDH.

CIH BANK a également adopté une approche prudentielle et anticipative en matière de gestion des risques. La démarche de la banque a été d'évaluer la tendance du risque sur le second semestre et d'anticiper les impacts de la pandémie sur le risque tant pour les particuliers que pour les entreprises.

Les comptes consolidés à fin juin 2020 enregistrent un coût de risque consolidé de 414,7MDH en accroissement de 144,6% par rapport à juin 2019. En plus de l'impact des traitements habituels de la norme IFRS9 selon la méthodologie adoptée par la Banque, il convient de signaler que la charge de risque du premier semestre 2020 englobe un montant de 126,4 MDH qui résulte de la revue du modèle du forward looking avec des hypothèses qui tiennent compte du contexte de la pandémie COVID19. Cette démarche fera l'objet d'une observation continue pour le reste de l'année afin de l'adapter par rapport à l'évolution de la conjoncture économique. En pro forma, le coût du risque IFRS consolidé s'établirait à 288,2 MDH, soit une évolution de 70,0%.

Le résultat net part du groupe s'établit à 45,7 MDH en baisse de 69,8% sous l'effet de l'imputation intégrale des 150 MDH du don au fonds COVID-19 et de l'impact du coût du risque. En Pro Forma, le résultat net part du groupe s'établirait à 219,9 MDH, en croissance de 45,5%.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

En application de la circulaire n° 56/G/2007 émise par Bank Al-Maghrib en date du 08 octobre 2007, notamment l'article 2 relatif à la date d'entrée en vigueur du chapitre 4 « Etats financiers consolidés », les états financiers consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Pour établir et publier les présents états financiers consolidés, le Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier applique :

- Les dispositions du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) publié en date du 08 octobre 2007 ;
- Le référentiel de l'IASB (International Accounting Standards Board), qui comprend
 - Les normes IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs annexes et guides d'application ;
 - Les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee) et SIC (Standards Interpretation Committee).

NORMES, PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES PAR LE GROUPE**Bases d'évaluation**

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dirhams, arrondis au millier le plus proche. Ils sont établis sur la base des conventions de la juste valeur et du coût historique :

- Juste valeur : pour les actifs financiers à la juste valeur par résultat, actifs disponibles à la vente, et instruments dérivés.
- Coût : pour les autres actifs financiers tels que les prêts et créances et les dettes.
- Coût : pour les autres actifs et passifs non financiers, notamment les immeubles de placement et les immobilisations corporelles et incorporelles.

Bases de présentation

Les états financiers du Groupe sont présentés en retenant le modèle IFRS préconisé par Bank Al-Maghrib au niveau du chapitre 4 du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Méthodes d'évaluation**IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES****Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles portent essentiellement sur les logiciels acquis. Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatées depuis leur date d'acquisition.

Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16, les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné qui sont alors immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués selon le mode linéaire en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

Immeubles et constructions à usage administratif :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvre, terrassement	50
Catégorie B	Façade, menuiserie, revêtements et aménagements extérieurs, faux plafond	30
Catégorie C	Étanchéité, électricité, pré-cablage	15
Catégorie D	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, réseau téléphonique	10

Immeubles et constructions à usage touristique :

Catégorie	Composants	Durée d'utilité
Catégorie A	Gros œuvres terrassement, structure métallique	50
Catégorie B	Menuiserie, revêtement, cloisons amovibles et aménagement extérieurs	15
Catégorie C	Ascenseurs, plomberie et sanitaire, climatisation, équipements cuisines, étanchéité, électricité	15
Catégorie D	Équipements hôteliers, mobiliers, équipements piscine, peinture	5

IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement sont les biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers, pour valoriser le capital ou les deux, plutôt que pour les utiliser dans la production et la fourniture de biens et de services ou à des fins administratives ou les vendre dans le cadre de l'activité ordinaire.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40, les immeubles de placement sont comptabilisés au coût diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

Les taux d'amortissements retenus pour les immeubles de placement sont identiques à ceux utilisés pour les immobilisations corporelles de même nature.

CONTRATS DE LOCATION

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements. Deux types de contrat de location sont définis par la norme :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les biens faisant l'objet d'un contrat de location financement sont comptabilisés à l'actif (immobilisation) et au passif (dette financière) à la plus faible valeur entre la juste valeur et la valeur actualisée (au taux d'intérêt effectif) des paiements minimaux du contrat.

L'amortissement du bien est comptabilisé en charges, et les intérêts de la période calculés au taux d'intérêt implicite du contrat.

Les biens faisant l'objet de contrats de location simple ne sont pas comptabilisés à l'actif. Les loyers constituent une charge.

CONTRATS DE LOCATION SOUS IFRS16

La nouvelle norme IFRS 16 sur les contrats de location, publiée le 13 janvier 2016, est entrée en vigueur dans les comptes des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2019.

IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4 « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15 « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27 « Evaluation de la substance des transactions impliquant la forme juridique d'un contrat de location »).

Les contrats de location (Location financement et Location simple) sont traités de la même manière. Il en résulte une comptabilisation au bilan de tous les contrats de location :

- d'un Droit d'utilisation sur l'actif loué, comptabilisé à l'actif dans les immobilisations ;
- d'une Dette locative, au titre des loyers et des autres paiements à effectuer pendant la durée de la location.

La nouvelle norme fait la distinction très claire entre la définition d'un contrat de location (le client obtient le contrôle sur l'utilisation d'un actif) et d'un contrat de service (le fournisseur conserve le contrôle de l'utilisation de l'actif).

Méthode de transition :

Pour la transition, le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective modifiée.

La méthode implique la prise en compte des frais de location restants dus au 1er janvier 2019 et le calcul de la valeur nette des contrats de location en utilisant le taux d'emprunt marginal moyen pondéré (et non le taux d'actualisation implicite dans le contrat).

La valeur nette des actifs loués est égale au passif à compter du 1er janvier 2019. Il n'y a aucun impact sur les capitaux propres, pas d'années comparatives, pas de comptes pro-forma.

Exemptions d'utilisation :

Le Groupe CIH a utilisé les deux exemptions proposées par la norme :

L'une porte sur les contrats ayant une durée inférieure ou égale à un an ;

L'autre sur les locations d'actifs de faible valeur (le chiffre cité est de 5 000 USD).

Durée et typologie des contrats de location simples retenues :

La durée appliquée dépend de la nature des contrats concernés :

Location des agences dont la durée appliquée est de 9 ans.

Location des logiciels et matériels informatiques dont la durée appliquée est celle du contrat.

TEST DE DÉPRÉCIATION ET PERTES DE VALEUR DES ACTIFS

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, le Groupe examine au moins une fois par an les valeurs comptables des immobilisations corporelles et incorporelles à durée d'utilité définie afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ces actifs ont pu perdre de la valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

Les Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuel. Un test de dépréciation complémentaire est réalisé à chaque fois qu'un indice de perte de valeur a pu être identifié.

Lorsque la valeur recouvrable d'une unité génératrice (UGT) de trésorerie est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est alors comptabilisée en résultat. Cette perte de valeur est affectée en premier lieu à la valeur du goodwill au bilan. Le reliquat est affecté au reste des actifs inclus dans l'UGT au prorata de leurs valeurs comptables.

La valeur recouvrable des UGT est déterminée à partir des projections actualisées des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une période de 5 ans et le calcul d'une valeur terminale. Le calcul de cette valeur est effectué via la projection du cash-flow normatif à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré du capital.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur telle que définie par la norme IFRS 13. Celle-ci correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché, sur le marché principal ou le marché le plus avantageux, à la date d'évaluation.

Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE), soit à leur juste valeur telle que définie par IFRS 13.

La norme classe les justes valeurs selon trois niveaux en fonction de l'observabilité des données d'entrée utilisées dans l'évaluation.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des cours sur des marchés actifs Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs et des passifs identiques auxquels l'entité peut avoir accès à la date d'évaluation. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1. Sont présentés en niveau 2 les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs) et fondée sur des données de marché observables ;

- Niveau 3 : justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

INSTRUMENTS FINANCIERS

La norme IFRS9 « Instruments financiers », remplace la norme IAS39 « Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation » dès le 1er janvier 2018. Elle modifie en profondeur les règles actuelles de classement et d'évaluation des instruments financiers, ainsi que le modèle de dépréciation applicables à ces actifs. Elle aligne également davantage la comptabilité de couverture et la gestion des risques des entreprises.

Méthodologie de classification et d'évaluation des actifs financiers :

Les éléments saillants apportés par la norme consistent en :

- La réduction du nombre de catégories d'actifs : trois au lieu des quatre proposées par IAS 39 (coût amorti, juste valeur par capitaux propres et juste valeur par résultat, qui devient la catégorie par défaut) ;
- La classification selon deux critères : le modèle de gestion et les caractéristiques des flux de trésorerie des actifs financiers considérés.

L'établissement détermine le modèle de gestion selon l'une des trois options définies par la norme :

- Soit percevoir les flux de trésorerie contractuels et garder jusqu'à l'échéance (HTC : Hold To Collect) ;
- Soit percevoir les flux contractuels et vendre l'actif (HTCS : Hold To Collect and Sell) ;
- Soit vendre l'actif (HTS: Held for Sale).

L'établissement doit déterminer si les flux de trésorerie contractuels sont composés uniquement du paiement du principal et des intérêts (« Solely Payment of Principal and Interest « SPPI ») pour comptabiliser les instruments financiers au coût amorti. Dans le cas contraire, ils sont obligatoirement comptabilisés à la juste valeur, ce qui se matérialise par l'intention de vendre un actif, et se traduit par des impacts sur le compte de résultat ou sur les réserves pour des catégories d'actifs spécifiques.

Dépréciation des actifs sous IFRS9

Le périmètre d'application du modèle de dépréciation d'IFRS9 concerne l'ensemble des prêts et des créances de la banque (Bilan et Hors Bilan) comptabilisés au coût amorti. Ainsi, le périmètre d'application de la norme IFRS9 pour le CIH concerne :

- Les créances envers la clientèle
- Les créances envers les établissements bancaires
- Le portefeuille Titres

S'agissant des créances à la clientèle, celles-ci sont définies selon une segmentation reposant sur la cartographie risques de crédit arrêtée par la banque. Elle est déclinée par typologie d'activité : Banque des Particuliers et des Professionnels (BPP), Banque de l'Immobilier (BI) et Banque de l'Entreprise(BE).

L'apport structurant de la norme IFRS 9 induit de nouvelles règles de provisionnement et de comptabilisation des pertes attendues, et ce dès l'origination du crédit.

Cette nouvelle approche apporte une complexité qui consiste en l'estimation des pertes attendues « Expected Credit Loss » (ECL), calculées dans le cadre du provisionnement pour chacune des 3 phases de la vie de l'instrument. Elle propose donc un modèle de dépréciation en 3 temps par phases appelées communément « Buckets » :

- Bucket 1 (Encours pour lesquels le risque de crédit n'a pas augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait dans une période de 12 mois après la clôture comptable.

- Bucket 2 (Encours pour lesquels le risque de crédit a augmenté significativement depuis la comptabilisation initiale) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes attendues suite à un défaut qui interviendrait sur la maturité du crédit.

- Bucket 3 (Encours des crédits douteux ou litigieux ou créances en défaut) → Comptabilisation d'une dépréciation égale aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'actif financier.

DECOMPTABILISATION D'ACTIFS OU DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier tel que défini par la norme IAS 32 « Instruments financiers : présentation » est sorti du bilan en tout ou en partie lorsque le Groupe n'attend plus de flux de trésorerie futurs de celui-ci et transfère la quasi-totalité des risques et avantages qui lui sont attachés.

Le Groupe décomptabilise un passif financier seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, est annulée ou est arrivée à expiration.

DETTES

Les dettes émises par le Groupe sont enregistrées initialement à leur coût qui correspond à la juste valeur des montants empruntés nets des frais de transactions. Ces dettes sont évaluées en date de clôture à leur coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont enregistrées au bilan en Dettes envers les établissements de crédits, en Dettes envers la clientèle ou en Dettes représentées par un titre.

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements. Ces titres intègrent les opérations de pension, matérialisée par des titres ou des valeurs, effectuées avec ces agents économiques.

Dans le cas des dettes financières issues de la comptabilisation des contrats de location-financement, la dette financière constatée en contrepartie de l'immobilisation corporelle est initialement comptabilisée à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location.

Les titres de créances émis comprennent les dettes représentées par des titres cessibles émis par le Groupe CIH (certificats de dépôt, obligations, Bons HBM, ...), à l'exception des bons de caisse et des dettes subordonnées.

Les dettes subordonnées comprennent les dettes émises par le Groupe CIH (tels que les emprunts obligataires subordonnés). Le remboursement desdits emprunts subordonnés, en cas de liquidation, ne peut intervenir qu'après le désintéressement de tous les autres créanciers.

COMPTES DE RÉGULARISATION ET AUTRES ACTIFS ET PASSIFS

Comptes de régularisation et autres actifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, les charges constatées d'avance et les produits à recevoir. Les autres actifs comprennent, notamment, les créances sur le personnel, les créances sur les organismes sociaux, les sommes dues par l'Etat (hors actifs d'impôt exigible et différé), les valeurs et emplois divers et les comptes de débiteurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes de l'actif.

Comptes de régularisation et autres passifs

Les comptes de régularisation comprennent, notamment, les comptes de règlement et d'encaissement relatifs aux opérations sur titres, produits constatés d'avance et charges à payer. Les autres passifs comprennent, notamment, les dettes envers le personnel, les dettes envers les organismes sociaux, les sommes dues à l'Etat (hors passifs d'impôt exigible et différé) et les comptes de créditeurs divers qui ne figurent pas dans les autres postes du passif.

ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Actifs éventuels

Un actif éventuel est un actif potentiel résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle du Groupe. Les actifs éventuels ne sont pas comptabilisés par le Groupe CIH mais font l'objet d'une communication de cette éventualité d'entrée d'avantages économiques, lorsque leur montant est significatif.

Passifs éventuels

- une obligation potentielle résultant d'événements passés et dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance (ou non) d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entité ;

ou

- une obligation actuelle résultant d'événements passés mais qui n'est pas comptabilisée car :

- il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation ;

ou

- le montant de l'obligation ne peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés (sauf dans le cadre d'un regroupement d'entreprise conformément à la norme IFRS 3) mais font l'objet d'une communication en notes annexes lorsque leur montant est significatif.

AVANTAGES AU PERSONNEL

Le Groupe CIH offre un certain nombre d'avantages à ses employés et portant essentiellement sur les éléments suivants :

- Prime de fin de carrière ;
- Prime d'ancienneté ;
- Indemnité de départ à la retraite anticipé.

Régimes à prestations définies

L'engagement porte sur un montant ou niveau de prestations prédéfini.

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer, au compte de résultat, le coût de la prestation sur la durée d'activité prévue du salarié.

La méthode dite du « corridor » a été supprimée à partir du 1^{er} Janvier 2013 avec l'obligation de reconnaître les écarts actuariels en capitaux propres (autres éléments du résultat global) et avec l'application d'une table de mortalité prospective.

Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation du Groupe CIH se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser aux organismes de prévoyance sociale pour le compte des salariés.

Indemnités de départ à la retraite anticipé

Une provision pour indemnités de fin de contrat de travail doit être comptabilisée dans le seul cas où le Groupe est fermement engagé à mettre fin à l'emploi avant la date normale de mise à la retraite ou à octroyer des indemnités de fin de contrat de travail dans le cadre d'une offre faite pour encourager les départs volontaires. Le CIH doit avoir un plan formalisé et détaillé de licenciement sans possibilité réelle de se rétracter.

Principales hypothèses retenues	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages long terme	
	30-Juin-20	31-Déc-19	30-Juin-20	31-Déc-19
Hypothèses (moyennes pondérées)	-	-	-	-
Taux d'actualisation	4.70%	4.70%	3.60%	3.60%
Taux d'augmentation des salaires	4,00%	4,00%	4,00%	4,00%
Rendement attendu à long terme des actifs	-	-	-	-
Nombre de bénéficiaires :	-	-	-	-
- Actifs	2208	2208	2208	2208
- Retraités	-	-	-	-
Composition de l'actif de régime	-	-	-	-

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2020

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des bons de trésors augmenté d'un spread de risque situé entre 1,1% et 1,4%. Les bons de trésors retenus sont ceux qui ont une échéance équivalente à l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel. Ainsi, pour les indemnités de départ et l'ancienneté, les maturités respectives suivantes ont été retenues : 15 ans et 7 ans.

IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs du bilan, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice. Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision soit dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au compte de résultat de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres. Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

IFRIC 23

Applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » est une interprétation qui précise la manière dont les risques liés aux impôts sur le résultat doivent être présentés dans les comptes annuels.

Elle clarifie les dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.

IFRIC 23 donne le choix aux entreprises d'appliquer la norme, pour la première fois au 1er janvier 2019, selon l'une des deux approches suivantes :

- Approche totalement rétrospective selon la norme IAS 8, si une entité peut le faire sans avoir recours à des connaissances a posteriori ;
- Approche partiellement rétrospective, avec prise en compte de l'effet cumulatif de la première application dans le RAN ou dans d'autres éléments appropriés des capitaux propres du bilan d'ouverture ;

Le Groupe CIH a opté pour l'approche rétrospective partielle en comptabilisant l'effet cumulatif de l'application initiale dans les capitaux propres du bilan d'ouverture.

PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES TIRES DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » remplace les normes IAS 11 « Contrats de construction », IAS 18 « Produits des activités ordinaires », ainsi que toutes les interprétations liées IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle », IFRIC 15 « Contrats de construction de biens immobiliers », IFRIC 18 « Transferts d'actifs provenant de clients » et SIC 31 « Produits des activités ordinaires - opérations de troc impliquant des services de publicité ».

Pour la première application de la norme IFRS 15, CIH BANK a choisi la méthode rétrospective modifiée sans comparatif au niveau de l'exercice 2017.

L'application de la norme IFRS 15 n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et les capitaux propres.

PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation légale ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable. Les montants comptabilisés en provisions tiennent compte d'un échéancier de décaissements et sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

Les passifs éventuels, hors regroupement d'entreprises ne sont pas provisionnés. La mention en annexe est obligatoire lorsque le passif ou l'actif éventuel est significatif.

PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

PRODUITS NETS DE COMMISSIONS

Le Groupe enregistre en résultat les produits et charges de commissions sur prestations de services en fonction de la nature des prestations auxquelles elles se rapportent.

Les commissions rémunérant des services continus, telles certaines commissions et frais de dossiers relatifs à l'octroi de crédit, sont en principe étalés en résultat sur la durée de la prestation rendue. Les commissions rémunérant des services ponctuels, telles les commissions relatives aux droits de garde sur titres en dépôt, ou les commissions sur gestions de titres, sont intégralement enregistrées en résultat, quand la prestation est réalisée, au niveau de la rubrique Produits de commissions - Prestation de services et autres.

Compte tenu de l'impact non significatif des commissions, la banque n'a pas procédé à leur étalement.

FRAIS DE PERSONNEL

La rubrique « Frais de Personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment les rémunérations du personnel, les provisions au titre des avantages à long terme et indemnités de départ, ainsi que les charges sociales y afférentes.

COUT DU RISQUE

La rubrique « coût du risque » comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations pour risques de contrepartie et provisions pour litiges. Les dotations nettes aux provisions sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

RESULTAT DES AUTRES ACTIVITES

Produits des autres activités

Il s'agit des produits provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des produits des opérations de location-financement, d'exploitation directe générés par les unités hôtelières du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier, des produits sur opérations de promotion immobilière et des produits liés aux immeubles de placements (reprises de dépréciation, variations de valeur positives et autres produits).

Charges des autres activités

Il s'agit des charges provenant des autres activités à l'exclusion de ceux ayant le caractère d'intérêt ou la nature de commission. Il s'agit notamment, des charges des opérations de location-financement, des activités hôtelières des filiales, des charges sur opérations de promotion immobilière et des charges liées aux immeubles de placements (dotations aux amortissements, variations de valeur négatives et autres charges).

IMPÔT SUR LES RESULTATS

La charge d'impôt de l'exercice correspond à la somme des deux composantes suivantes : impôt exigible et impôt différé. L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice. La charge (ou le produit) d'impôt différé correspond aux montants d'impôts sur le résultat payables (ou recouvrables) au cours de périodes futures au titre de différences temporelles imposables (ou déductibles).

RESULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation de la période et des exercices antérieurs présentés est calculé hors actions éventuelles d'auto détention et actions détenues dans le cadre de plans d'options d'achat.

TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Afin d'élaborer le tableau des flux de trésorerie, la trésorerie est l'équivalent de trésorerie comprennent les comptes de caisse, les dépôts et les prêts et emprunts à vue auprès des banques centrales et des établissements de crédit.

PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier sont établis trimestriellement à partir des comptes individuels du Crédit Immobilier et Hôtelier et de toutes les entités sur lesquelles il exerce un contrôle ou une influence notable.

Filiales

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Le contrôle s'entend comme le fait de détenir le pouvoir sur l'entité, d'être exposé ou de bénéficier de droits sur les rendements variables vu l'implication dans l'entité et enfin, le fait d'avoir la capacité d'influer sur ces rendements eu égard du pouvoir détenu.

Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que ce contrôle cesse.

La quote-part de résultat net et de capitaux propres revenant aux tiers vient respectivement en déduction du résultat net et des capitaux propres de l'ensemble consolidé et est présentée sur la ligne « intérêts minoritaires ».

Participations dans les entreprises associées

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus.

Selon la méthode de la mise en équivalence, les titres de participation sont comptabilisés au coût, ajusté des modifications post-acquisition dans la quote-part de l'investisseur dans l'entité détenue, et des éventuelles pertes de valeurs de la participation nette. Les pertes d'une entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence qui excèdent la valeur de la participation du groupe dans cette entité ne sont pas comptabilisées, sauf si :

- Le groupe a une obligation légale ou implicite de couvrir ces pertes ;
- Ou
- Le groupe a effectué des paiements au nom de l'entreprise associée.

Tout excédent du coût d'acquisition sur la quote-part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise associée à la date d'acquisition, est comptabilisé en tant que goodwill mais n'est pas présenté au bilan parmi les autres goodwill du Groupe. Ce dernier est, en effet, inclus dans la valeur comptable de la participation mise en équivalence et est testé pour dépréciation dans la valeur comptable totale de la participation. Tout excédent de la quote-part du groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité sur le coût d'acquisition, est comptabilisé immédiatement en résultat.

Les participations dans des entités sur lesquelles le Groupe a cessé d'exercer une influence notable ne sont plus consolidées à partir de cette date et sont évaluées au plus bas de leur valeur d'équivalence à la date de sortie de périmètre ou de leur valeur d'utilité.

Retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les résultats des cessions internes réalisées avec les sociétés mises en équivalence sont éliminés dans la limite du pourcentage d'intérêt du Groupe dans ces sociétés.

Date de clôture

Toutes les entités du Groupe sont consolidées à partir de comptes annuels au 31 décembre, semestriels au 30 juin ou trimestriels au 30 mars et au 30 septembre.

Une liste des entités consolidées par le Groupe à la date de clôture est fournie en annexe.

Regroupements d'entreprises

Le Groupe retient la méthode de l'acquisition afin de comptabiliser ses regroupements d'entreprise. Le coût d'acquisition comprend, à la date du regroupement, les éléments suivants :

- La juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquis ;
- Les éventuels instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entité acquise ;

Les actifs, passifs, passifs éventuels identifiables de l'entité acquise qui répondent aux critères de comptabilisation énoncés par la norme IFRS 3 sont comptabilisés à la juste valeur à l'exception des actifs (ou groupe d'actifs), répondant aux dispositions de la norme IFRS 5 pour une qualification

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

d'actifs non courants destinés à être cédés, alors comptabilisés et évalués à la juste valeur diminuée des coûts nécessaires à la vente.

Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Le goodwill ou « écart d'acquisition » correspond à la différence entre le coût d'acquisition et la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables. Il suit les principes définis dans le paragraphe « Goodwill ».

Goodwill

Le goodwill ou « écart d'acquisition » représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts de l'acquéreur dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise.

Le goodwill est comptabilisé à l'actif du bilan. Il n'est pas amorti et fait l'objet de test de pertes de valeur annuel ou dès l'apparition d'indices susceptibles de remettre en cause la valeur comptabilisée au bilan. Les pertes de valeur enregistrées ne peuvent pas faire l'objet d'une reprise ultérieure.

Lorsque la quote-part de la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels acquise excède le coût d'acquisition, un écart d'acquisition négatif est immédiatement comptabilisé en résultat, et ce après revue et ré-estimation de l'évaluation des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Lors de la cession d'une filiale, le montant du goodwill attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, le goodwill est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains. Le classement et le traitement des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2007 n'ont pas été modifiés à l'occasion de l'adoption des normes IFRS au 1^{er} janvier 2007 conformément aux dispositions de la norme IFRS 1.

Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans les comptes consolidés reflètent les estimations et les hypothèses émises par la Direction notamment lors de l'évaluation en juste valeur des instruments financiers et lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles, des dépréciations d'actifs et des provisions.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Provisions pour dépréciation des créances clients ;
- Goodwill ;
- Provisions pour risques et charges ;
- Avantages au personnel.

OPERATIONS DE TITRISATION

La titrisation est une technique financière permettant à un établissement de crédit de vendre ses créances en les transformant en titres liquides et négociables. L'établissement cédant, vend un lot de créances à une structure **Entité Structurée** : le Fonds de Placement Collectif en Titrisation (FPCT).

Le FPCT émet des parts représentatives de ces créances. Ces parts sont placées auprès d'investisseurs. Les créances s'amortissent, et les flux ainsi générés, intérêt comme capital, sont rétrocédés au FPCT par le recouvreur. Les sommes ainsi versées sont affectées au remboursement et à la rémunération des parts.

Le Fonds est couvert contre les risques de défaillance des débiteurs par un ensemble de garanties et de sûretés telles que les sûretés réelles attachées aux créances, la constitution du Fonds de réserve, l'émission de la part résiduelle et enfin les avances techniques.

La Titrisation est une technique financière qui offre plusieurs avantages et opportunités dans des conditions normales du marché et des banques.

En effet, la Titrisation est un moyen efficace pour essentiellement :

1. Augmenter la capacité de financement d'un établissement : La Titrisation est un moyen qui permet d'alléger le bilan et de réaliser une économie en fonds propres pour le CIH. C'est une alternative efficace à l'augmentation du capital et au financement obligataire.
2. Gérer les risques de crédit, de liquidité et de taux ;
3. Profiter des opportunités que le marché offre et améliorer ainsi la rentabilité de la banque.

Le CIH a initié la création du premier fonds de titrisation au Maroc permettant d'externaliser le risque de crédit et de ne conserver que les avantages y afférents. Le premier FPCT a été émis par le CIH en avril 2002, portant sur un montant de 500 millions de dirhams, le deuxième Fonds a été émis en juin 2003, portant sur un montant de 1 000 millions de dirhams, le troisième fonds a été émis en décembre 2008 portant sur 1 500 millions de dirhams et le quatrième fonds a été émis en avril 2014 portant sur un montant de 1 200 millions de dirhams.

En normes IFRS, les Fonds de Placement Collectifs en Titrisation constituent des entités structurées au sens des dispositions de l'IFRS 10, et à ce titre font l'objet d'une consolidation. Les principaux éléments de ces fonds sont récapitulés comme suit :

FPCT	Nature des actifs	Année de création	Nominal à l'origine*	Solde au 30/06/2020*
Crédilog III	Prêts hypothécaires	2008	1.500	305.4
Crédilog IV	Prêts hypothécaires	2014	1.200	152.4

* En millions de dirhams

SECTEURS OPERATIONNELS

La norme IFRS 8 préconise aux entités de fournir des informations qui permettent aux utilisateurs des états financiers d'évaluer la nature et les effets financiers des activités auxquelles elles se livrent et les environnements économiques dans lesquels elles opèrent. Les secteurs opérationnels du Groupe CIH comprennent :

- L'activité banque ;
- L'activité de crédit-bail et de crédit à la consommation (activité portée essentiellement par les

filiales SOFAC et Maroc Leasing) ;

- Autres activités : hôtellerie, courtage en assurance, ...etc.

RISQUES LIES AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

PARTIE I : GOUVERNANCE ET GESTION DES RISQUES AU SEIN DU CIH

Le dispositif de gestion des risques du CIH s'inscrit dans le cadre du respect des dispositions réglementaires émises en la matière par le régulateur national.

Ce dispositif se fixe comme objectif d'assurer une veille permanente concernant les meilleures pratiques en matière de gestion des risques afin d'en assurer le déploiement progressif de manière à garantir un équilibre permanent entre le développement des activités du CIH et la maîtrise des risques y afférents.

I. GOUVERNANCE DES RISQUES

Le mode de gouvernance de la banque a connu une évolution au cours du 1^{er} semestre 2009 qui s'est matérialisé à travers :

• La transformation juridique du CIH en SA à Conseil d'Administration :

Après promulgation de la loi ayant modifié la loi N° : 17/95 relative aux sociétés anonymes, et afin de tirer profit de ses apports en matière de gouvernance, et sur proposition du Conseil de Surveillance, l'Assemblée Générale Mixte du 28 05 2009 a décidé la transformation juridique du CIH en Société Anonyme à Conseil d'Administration, effective à partir de la date du 28 mai 2009 et l'adoption de nouveaux statuts de la banque.

• Modalité d'exercice de la Direction Générale :

• Conformément à la loi N°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la Loi 20-05 promulguée par le Dahir n°1-08-18 du 23 mai 2008 et conformément aux nouveaux statuts adoptés par l'Assemblée Générale Mixte du 28 Mai 2008, le Conseil d'Administration décide que la direction générale de la société sera assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général.

• Conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes, Le Conseil d'administration du 07 Octobre 2009 a décidé que le mode d'exercice de la Direction Générale est dorénavant exercé par un Président Directeur Général.

• L'Assemblée Générale du 11 Novembre 2009 a pris acte que le mode d'exercice de la Direction Générale choisi par le Conseil d'Administration en date du 28 mai 2009 est modifié par le Conseil d'Administration du 07 Octobre 2009 conformément aux dispositions de la loi n°17-95 telle qu'elle a été modifiée par la loi 20-05 sur les sociétés anonymes.

Le système de gouvernance des risques adopté par le CIH s'inscrit dans le respect des dispositions émises en la matière par Bank Al-Maghrib, notamment les circulaires et directives portant sur le contrôle interne et sur la bonne Gouvernance des établissements de crédit.

Rôle du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration est responsable en dernier ressort de la solidité financière du CIH. Il arrête les orientations stratégiques du CIH et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Il approuve, sur proposition du Président Directeur Général, la stratégie globale du CIH et sa politique de gestion des risques.

Il s'assure de la mise en œuvre, par le Président Directeur Général, d'un système de mesure, de maîtrise, de surveillance et de contrôle des risques et valide les limites globales d'expositions aux risques fixées par la Direction Générale.

Le Conseil d'Administration est tenu régulièrement informé des expositions aux risques du CIH à travers notamment le Comité d'Audit et des Risques.

Rôle de la direction générale

La Direction Générale est responsable de la mise en œuvre de la stratégie risque fixée par le Conseil d'Administration. Elle décline cette stratégie en politique et limites et veille à leur application dans les processus de gestion et d'allocation des fonds propres.

La Direction Générale définit les pouvoirs, les responsabilités et les compétences des différentes entités impliquées dans la gestion des risques et s'assure de la mise en place d'un système de contrôle interne indépendant et efficace.

Elle s'assure de l'existence d'un système de Reporting approprié qui lui permet de disposer d'informations pertinentes et régulièrement mises à jour sur l'exposition du CIH aux différents risques.

La Direction Générale se fait assister dans ces missions par des structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle et par des Comités spécialisés de suivi et de surveillance des risques.

Rôle des structures et Comités spécialisés dans la gestion des risques et le contrôle

Le dispositif de gestion des risques et de contrôle interne est organisé autour de plusieurs structures dédiées à la gestion des risques et au contrôle des aspects réglementaires et des normes et procédures internes. Ces structures rendent compte régulièrement à des Comités relevant de la Direction Générale en charge du suivi des aspects risques et contrôles.

Structures et Organisation

Le Dispositif de gestion des risques est organisé comme suit :

- La Direction de Risques, l'entité Contrôle permanent et la Direction des Engagements sont rattachées à La Gestion Globale des Risques et Recouvrement.
- L'entité ALM est rattachée aux Finances, Services à la Clientèle & Canaux Alternatifs.
- L'entité Lutte Anti Blanchiment est rattachée au Pôle Conformité.
- L'entité Sécurité des Systèmes d'Information est rattachée à la DSI.
- Le Contrôle périodique est pris en charge par le Pôle Audit et Inspection Générale.

Les Comités relevant de la Direction Générale

- Le Comité de Management des Risques ;
- Le Comité du Contrôle Interne ;
- Le comité de pilotage des risques de crédit ;
- Le Comité des Engagements ;
- Le Comité de Recouvrement ;
- Le Comité de Suivi des Risques sensibles ;
- Le Comité de Suivi des Affaires Spéciales ;
- Le Comité de Suivi du Contentieux ;
- Le Comité de Provisionnement ;
- Le Comité ALM ;
- Le Comité de Conformité et Risques Opérationnels.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

Les Comités émanant du Conseil d'Administration :

- Le Comité des Risques.
- Le Comité d'Audit.
- Le Comité Stratégique.

II. PROCESSUS DE GESTION DES RISQUES

En ligne avec les exigences de Bâle II et de Bâle III et des dispositions réglementaires en vigueur, le CIH a procédé à la formalisation des politiques des risques qui fixent, pour l'ensemble des risques, les règles et bonnes pratiques de gestion à respecter à chaque étape des processus de décision et de gestion à savoir, l'identification, la mesure, la maîtrise et le contrôle. Ces politiques sont régulièrement mises à jour et font l'objet de validation par le Conseil d'Administration du CIH.

Identification

L'identification des risques constitue une étape clé dans les processus de gestion des risques du CIH. A ce titre, la banque a lancé d'importantes actions pour constituer une cartographie par nature de risque.

Mesure

Le CIH a acquis des progiciels de mesure et de gestion des risques.

Pour le risque de crédit, principal risque de la banque, le progiciel permet au CIH de disposer, pour chaque client de la banque, d'une vision exhaustive de l'ensemble des engagements bilan et hors bilan, les techniques d'atténuation du risque crédit et les provisions qui leur sont associées ainsi que l'exigence en fonds propre requise.

Pour l'évaluation du risque de crédit à l'octroi, le CIH a mis en place un système de notation interne pour les crédits aux particuliers, d'une grille de notation pour les crédits à la promotion immobilière et les crédits aux entreprises. Ces modèles sont utilisés aussi pour la revue annuelle des portefeuilles. Pour les risques opérationnels, Le CIH a mis en place un progiciel pour la gestion en work-flows de ces risques.

Maîtrise

Une fois les risques identifiés et mesurés, il s'agit de veiller à leur maîtrise en vue de leur atténuation à travers des mesures dédiées à cet effet (politiques de gestion des risques, limites, plans d'urgence...).

Limites

L'objectif des limites est de contenir les risques à des niveaux compatibles avec les politiques internes et les seuils de tolérance aux risques fixés par le Conseil d'Administration et la Direction Générale. Le CIH a mis en place des limites pour les risques de crédit, de marché, de taux et de liquidité.

Plan d'urgence

Un plan d'urgence permet, en cas de crise, de déclencher certaines actions permettant de limiter les conséquences liées aux risques. Ce plan couvre des risques spécifiques, comme le risque de liquidité ou la continuité d'activité (PCA et PSI) en cas de survenance d'événements majeurs.

Contrôle et surveillance

Pour l'ensemble des activités de la banque, un contrôle de premier niveau est assuré par les opérationnels (Surveillance Permanente) et un contrôle de deuxième niveau par la Conformité et le Contrôle Permanent pour ce qui est du risque de non-conformité et les autres acteurs du contrôle interne pour les autres catégories de risque (Direction des Risques, Direction de la Comptabilité, RSSI...). La Direction de l'Audit assure un contrôle de troisième niveau.

Par ailleurs, l'une des missions de la Direction des risques consiste à suivre et à reporter régulièrement les expositions de la banque aux différents risques et le respect des limites fixées à travers un système de Reporting.

PARTIE II : DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

Éléments qualitatifs sur le dispositif de gestion du risque de l'établissement

I. RISQUE DE CREDIT

On entend par risque de crédit, le risque qu'une contrepartie ne soit pas en mesure d'honorer ses engagements à l'égard de la banque. Ce risque concerne notamment les crédits octroyés, mais aussi les titres détenus et le hors bilan.

Le CIH a mis en place un dispositif de gestion et de maîtrise des risques de crédit, encadrées par la réglementation et les bonnes pratiques et s'appuyant sur un socle de politiques et de méthodes ainsi que sur son expertise notoire dans le domaine des crédits.

a. Principes de base régissant l'activité de crédit

L'activité de crédit au CIH Bank s'appuie, en particulier, sur les principes de base suivants:

- Respect de la réglementation et de la déontologie régissant l'activité de crédit ;
- Respect des normes internes et politiques de risques régissant l'octroi des crédits à la clientèle (quantum de financement, pourcentage d'endettement, taux de couverture par les garanties requises, etc.) ;
- Séparation des tâches notamment entre les structures commerciales, et les fonctions d'appréciation et de contrôle du risque.
- Double regard en matière d'analyse des demandes de crédits grands comptes opérée par des structures indépendantes ;
- Recours aux systèmes de notation en tant qu'outils d'aide à la prise de décisions d'octroi ou de renouvellement et de tarification ;
- Collégialité dans la prise de décision d'octroi des crédits ;
- Double signature de tous les actes liés à la mise en place des crédits autorisés ;
- Contrôle, en central, des garanties reçues avant toute utilisation des nouveaux concours accordés.
- Système de délégation de pouvoir approprié.
- Respect des valeurs dont la gestion des conflits d'intérêts notamment les crédits aux personnes physiques ou morales apparentées qui sont soumis, conformément à la réglementation, à la validation du Comité Stratégique, émanant du Conseil d'Administration.

Ces principes sont intégrés et détaillés dans les Politiques Risques. Ces politiques font l'objet de validation et de revues régulières par le Comité des Risques émanant du Conseil d'Administration.

b. Politiques Risques

La gestion des risques au sein de CIH BANK est encadrée par ensemble de politiques risques organisées en une politique risque mère et des politiques risques par thème.

Ces politiques couvrent non seulement le volet risque de crédit, mais également les volets risques opérationnels, PCA et risques de marché, de taux et de liquidité.

Par ailleurs, le volet crédit est couvert par les politiques suivantes :

- Politique Risque Banque de l'entreprise ;
- Politique Risque Banque de l'immobilier ;
- Politique Risque Banque des particuliers ;
- Politique Risque marché des professionnels ;
- Politique de provisionnement ;
- Charte des risques sensibles.

c. Comités Crédit

Des Comités sont tenus régulièrement afin d'assurer le pilotage et le suivi des travaux liés à l'activité crédit. On distingue entre:

- Les comités d'octroi, notamment :
 - Comités Banques de l'Entreprise
 - Comité Banque de l'Immobilier
 - Comité Banque de Détail
 - Comité Stratégique
 - Comité des Engagements
- Les comités de pilotage et de suivi, notamment :
 - Comité de provisionnement
 - Comité grands risques
 - Comité risques sensibles
 - Comité de pilotage risque de crédit
 - Comité Management des risques.
- Les Comités émanant du Conseil d'Administration, notamment le Comité des Risques.

d. Procédures Engagements

Le processus d'octroi de crédit chez CIH Bank est encadré par un ensemble de procédures détaillant le mode opératoire des processus et les contrôles à réaliser.

Le processus d'octroi, tel que décrit dans nos procédures repose en outre sur les principes suivants :

- Connaissance du client,
- Analyse du dossier juridique,
- Appréciation du secteur d'activité,
- Niveau d'endettement,
- Relation avec la banque,
- Garanties proposées,
- Analyse technique si nécessaire,
- Qualité de la contrepartie,
- Formalisation de la décision via le Comité Compétent,
- Respect de nos politiques risques,
- Respect du système de délégation des pouvoirs.
- Respect du dispositif de contrôle.

Le processus de mise en place des crédits s'articule autour des principales actions suivantes, respectant le principe de séparation des tâches:

- Elaboration des contrats par la Direction du Support Juridique et Contrôle par la Direction des Engagements ;
- Vérification des garanties par la Direction Traitement des Prêts ;
- Visite technique si nécessaire par la Direction des Engagements ;
- Déblocage/ Mise en place par la Direction Traitement des Prêts.

Ce processus s'appuie sur un système d'information interne permettant la traçabilité et l'auditabilité des traitements.

e. Digitalisation du processus de gestion du risque de crédit

De par l'orientation de CIH BANK d'être une banque universelle et digitale, le processus risque de crédit particuliers est actuellement dématérialisé et digitalisé. La banque vise à généraliser cette approche aux autres activités.

f. Surveillance et pilotage du risque de crédit

Organisation de la fonction Gestion du risque de crédit

Le suivi de la gestion du risque de crédit à CIH BANK est assuré par la Gestion Globale des risques et recouvrement, notamment :

- La Direction des risques : suivi sur base agréée ;
- La Direction des Engagements : suivi des engagements.

En plus des 3 banques commerciales, notamment : Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises.

Le suivi, sur base agréée, du risque de crédit est assuré par la Direction des Risques, au travers des entités suivantes : « Modélisation, Notation interne et reporting risque de crédit », et « Reporting réglementaire fonds propres et ratio de solvabilité ».

Pour assurer le suivi des engagements, la Direction des Engagements est supportée par les entités : Secrétariat des Comités de crédit et de recouvrement, Analyse du risque de contrepartie, Pilotage du risque de contrepartie, Expertise et suivi technique des projets immobiliers.

Parallèlement aux structures centrales en charge de la gestion des risques de crédit, les structures de back office engagements distribués par les Banques opérant dans les trois segments Banque des Particuliers & Professionnels, Banque de la Promotion Immobilière et Banque de l'Entreprises assurent notamment un suivi quant aux conditions d'éligibilité des clients et produits relevant de leur domaine de compétence et interviennent conformément aux règles et procédures encadrant l'octroi et la gestion courante des engagements se rapportant à leur portefeuille.

Dispositif de suivi du risque de crédit

Le suivi du risque de crédit relève aussi bien des structures commerciales que de celles en charge de la gestion du risque. En plus du suivi assuré au quotidien par les structures commerciales, un suivi en central est assuré par la Direction des Engagements d'une part et la Direction des Risques, d'autre part. En effet, CIH BANK assure un suivi des crédits par dossier et sur base agréée à travers:

- L'analyse du risque de contrepartie lors du renouvellement ;
- La notation annuelle du portefeuille de crédits ;
- Le suivi technique des projets immobiliers ;
- La production régulière de tableaux de bord d'indicateurs de suivi du risque de crédit ;
- Le suivi des impayés, des soldes irréguliers et des domiciliations par le risque et les métiers ;
- Le suivi des seuils réglementaires, des limites internes, des limites groupe, des ratios prudentiels et du coût du risque ;
- Des Comités spécifiques pour le suivi des risques sensibles ;
- Le déclassement automatisé des dossiers de crédits aux particuliers, et le déclassement des dossiers de grandes branches par décision du Comité Compétent.

Des reporting sont régulièrement adressés au comité des Risques, au comité de management des risques et au comité de pilotage des risques de crédit.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

Système de notation de la banque

CIH BANK a mis en place des modèles et systèmes de notation par marché notamment pour les Particuliers, les Entreprises, et la Promotion Immobilière.

Toutefois, afin de couvrir tout le périmètre par le système de notation et accompagner le développement de la banque, les modèles de notation pour les Professionnels, les assurances, et les établissements de crédit ont été mis en place en 2019.

Tout dossier de crédit est noté. La note est une résultante de critères quantitatifs et qualitatifs, reflétant la solvabilité dudit client et donnant une indication sur la tarification.

La dégradation des notes est un critère d'inscription au comité risques sensibles et d'inscription en bucket 2 et bucket 3 selon la norme IFRS 9.

Les modèles de notation font l'objet de backtesting et de revue.

L'appréciation de l'évolution du portefeuille crédit de la banque par le système de notation interne fait l'objet d'un reporting adressé et présenté aux comités internes compétents et au comité des risques.

• Modèle de notation des particuliers :

La notation des prêts des particuliers consiste en l'affectation d'une note aux crédits à l'habitat et à la consommation destinés aux clients particuliers sur la base de critères relatifs, d'une part à la signalétique client (Age, Situation familiale, ...) et d'autres relatifs au comportement prêt et compte (montant du prêt, durée du prêt, impayé...).

La notation des Particuliers est basée sur une approche statistique et conforme au dispositif Bâle II. La note ainsi générée reflète le niveau de risque de la contrepartie. Les notes des prêts sont générées et mises à jour automatiquement par le système d'information de la banque sur la base des données mises à jour mensuellement.

• Modèle de notation des entreprises :

Le modèle de notation pour les entreprises est à dire d'experts et a été actualisé et backtesté.

Un nouveau modèle de notation entreprises a été ainsi mis en place en 2019. Il est en cours d'implémentation et son déploiement est prévu en T4 2020.

Le calcul de la note tient compte de critères quantitatifs financiers issus du bilan de l'entreprise, de critères qualitatifs tenant compte de la qualité du client, de son secteur d'activité et de critères liés au comportement interne et externe du client. La note est actualisée à l'occasion du renouvellement des autorisations ou du dépôt d'une nouvelle demande par le client et/ou de la revue annuelle du portefeuille des Entreprises.

• Modèle de notation de la promotion immobilière :

Le modèle de notation de la Promotion immobilière est à dire d'expert. La note étant la résultante d'une note promoteur et d'une note projet. D'autres critères sont examinés lors de la revue des notes, notamment le déroulement des projets gérés par le promoteur. Une renotation est conduite par le Middle office de la banque de l'immobilier à l'occasion d'un report et/ou de la revue annuelle du portefeuille de la promotion immobilière.

Un projet de mise en place d'un outil intégrant les modèles de notation entreprises, promotion immobilière et professionnels a été entamé en fin 2019.

Revue des garanties

Le suivi de la valorisation des garanties est assuré d'une part, par la Direction traitement des prêts et d'autre part par la Direction des engagements lors des travaux de provisionnement trimestriels ou par le Pôle Recouvrement lorsque les dossiers leur sont transférés.

Dispositif de suivi du risque de concentration

La banque réalise un suivi particulier en ce qui concerne le risque de concentration non seulement pour se conformer aux exigences de la division des risques mais aussi dans une logique de diversification et de maîtrise des risques. Ce suivi est concrétisé via un dispositif de limites et une attention particulière accordée aux engagements dépassant 5% des fonds propres pour un même bénéficiaire via le Comité Grands Risques.

Limites fixées en termes de risque de crédit

Le suivi du risque de crédit et de concentration est étoffé d'un dispositif de limites permettant de mieux piloter l'activité et les actions à entreprendre. Le dispositif de limites, actuellement en vigueur au CIHBANK, couvre les volets suivants, en plus du Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR) :

- Limites par segment : des limites sont fixées pour la branche entreprise, et la branche promotion immobilière en pourcentage des fonds propres.
- Limites par groupe ;
- Limites par groupement de ligne ;
- Limites de contrepartie (activité de marché).

Ces limites sont validées par les Comités Compétents. La politique de risques du CIHBANK prévoit une révision annuelle éventuelle ou à l'occasion de tout changement dans les spécificités relatives à l'activité du crédit ou à l'aversion de la banque au risque de crédit.

Coefficient Maximum de Division des Risques (CMDR)

Les exigences réglementaires, en termes de coefficient maximum de division des risques CMDR, imposent que les risques pondérés encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 20% des fonds propres. Cet indicateur est fortement suivi par BAM et les instances de gouvernance. En cas de dépassement, le montant sera déduit des fonds propres.

Au 30/06/2020, le CMDR est inférieur à 20% pour l'ensemble des contreparties et est, par conséquent, conforme aux exigences réglementaires.

Processus de traitement des créances sensibles

La Direction des Engagements procède, trimestriellement, à une sélection des risques de crédit devenus sensibles en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis.

Les risques de crédit devenus sensibles sont recensés trimestriellement en fonction de critères qualitatifs et quantitatifs définis, alimentant la Watch-List des risques sensibles de la Banque. Ils font l'objet de fiches établies par les métiers et sont présentés au Comité de Suivi des Risques Sensibles qui se réunit trimestriellement pour examiner les affaires en question et proposer, le cas échéant, les transferts au Pôle Recouvrement, les déclassements ou reclassements des créances et leurs couvertures par les provisions.

Les propositions de ce Comité sont soumises au Comité de Provisionnement trimestriel pour approbation ou au comité recouvrement ou au comité engagements.

En plus du traitement des créances sensibles, les portefeuilles gérés par le Pôle Affaires Spéciales et Recouvrement font l'objet d'une analyse par le Comité de suivi des Affaires Spéciales et le Comité de Suivi du recouvrement amiable et contentieux.

Ces Comités trimestriels examinent l'évolution des portefeuilles gérés et, en particulier, les affaires

à risque significatifs et décident des réajustements en termes de classification et de couverture des créances les concernant.

Système de délégation de pouvoirs

Les pouvoirs de décision en matière d'engagements sont exercés dans le respect des règles régissant les produits et services et des procédures d'instruction et de mise en place des crédits à la clientèle. En effet, CIH BANK dispose d'un recueil des pouvoirs par Banque métier (Banque de l'Entreprise, Banque de l'Immobilier, Banque des Particuliers et Professionnels), définissant les délégations de pouvoir attribuées.

Les pouvoirs des Banques métiers, en matière d'octroi de crédit et de modification des conditions de crédit, s'exercent dans le cadre de Comités correspondant à chacune desdites Banques. Les autres pouvoirs sont exercés individuellement ;

Il est à préciser que les pouvoirs de décision, délégués en matière de crédit, ne s'exercent que pour la clientèle en situation régulière et pour laquelle aucune information négative ne se dégage de la consultation des diverses sources d'informations sur les risques d'origine interne (ex : incidents de paiement) ou externe (ex : Centrale des risques), la notation/score. Dans le cas contraire, la demande de crédit est soumise au Comité Compétent ;

Les décisions d'engagement s'accompagnent de l'obligation d'en assurer le suivi en vue de la récupération dans les meilleures conditions (recouvrement des impayés, suivi des dépassements...) ; L'avis réservé ou défavorable de la Gestion globale des Risques et Recouvrement/Direction des Engagements est bloquant pour la décision d'octroi du crédit et nécessite un pouvoir de délégation supérieur.

Qualité du portefeuille de crédit

Le volume global des créances en souffrance (CES) est en baisse continue depuis 2004. Le taux de CES s'établit à 7,21% en Juin 2020 contre 7,25 % au 30 Juin 2019. (En créances nettes d'agios réservés).

II. RISQUE OPERATIONNEL

Définition du risque opérationnel

CIH BANK définit le Risque Opérationnels comme étant « Le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, au personnel, aux systèmes internes, ou à des événements extérieurs ». Cette définition du risque opérationnel inclut le risque légal et juridique mais exclut le risque stratégique et de réputation.

Dans certains cas, les risques de crédit ou de marché pouvant tenir leur origine d'un risque opérationnel, cette catégorie de risque nommée « risque frontière » est traitée en tant que risque opérationnel proprement dit.

a. Principes de Gestion des Risques Opérationnels

Les Principes directeurs de Gestion des Risques Opérationnels se déclinent comme suit :

- La Gestion des risques opérationnels est la responsabilité de tous ;
- L'approche par les processus et l'unicité du référentiel ;
- Articulation des contrôles ;
- La hiérarchisation des risques opérationnels ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus intégré aux autres processus ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est un processus évolutif, en amélioration constante ;
- La gestion des risques opérationnels est un processus supervisé ;
- Le processus de gestion des risques opérationnels est auditable.

Un reporting est adressé régulièrement au Comité Risques Opérationnels, au Comité Management des Risques et au comité Risques, ce qui permet une prise de décision sur les actions à mener pour la réduction des risques.

b. Politiques et procédures risques opérationnels

Conformément à la réglementation et aux bonnes pratiques, la gestion des risques opérationnels est encadrée par une politique risque opérationnel, qui est une déclinaison la politique globale de gestion des risques, et par des notes de procédures spécifiques à la gestion des risques opérationnels détaillant les règles et modalités pratiques de cette politique risques opérationnels.

Des révisions de la présente politique risques opérationnels pourront être effectuées à l'initiative de la banque ou à la demande du Comité des Risques ou Comité d'Audit.

Aussi, les risques opérationnels de type interruption de processus, sont-ils régis par la politique de continuité d'activité.

c. Processus de gestion des risques opérationnels

La Direction des Risques rattachée à la Gestion globale des risques et recouvrement est en charge de la gestion du Risque opérationnel. Elle intervient dans ce cadre à travers un processus défini dans la politique risques opérationnels se déclinant à travers :

- L'identification, évaluation et hiérarchisation des risques opérationnels ;
- Le traitement des risques opérationnels ;
- Le suivi du risque opérationnel.

Ce processus est intégré dans un progiciel qui est déployé depuis début 2011.

En 2020, CIH BANK a lancé un appel d'offres pour l'acquisition et la mise en place d'un nouvel outil SIGR qui prendra en charge ce processus.

Pour assoir ses interventions, la Direction a mis en place des dispositifs de gestion des risques opérationnels, notamment :

Collecte des incidents

La collecte des incidents inclut, d'un côté, les incidents à impact financier notamment sur la base des pertes, des charges courantes et non courantes et des mouvements opérés sur les provisions. Ainsi que les incidents à impact d'image notamment sur la base de l'analyse des réclamations clients selon une vision risque opérationnel :

Collecte des Indicateurs clés « KRI »

L'objectif de ce dispositif est de suivre des indicateurs chiffrés susceptibles de donner des informations sur l'environnement de risque et de contrôle (à priori et à postériori) avec comme objectifs :

- Avoir des indicateurs pertinents observés ou calculés pour qualifier et quantifier la présence du risque opérationnel ;
- Permettre au Management et au Risk Manager de compléter et contrôler les informations qui remontent dans la base des incidents et d'évaluer la pertinence du dispositif de maîtrise des risques mis en place ;

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

Cartographie des risques opérationnels

CIH BANK a mis en place une cartographie des risques opérationnels qui s'appuie sur la cartographie des processus de la banque. Cette cartographie a fait l'objet d'une mise à jour en 2017 et 2018 pour l'ensemble des processus métiers, de support et de management. Ce dispositif permet de fiabiliser les risques opérationnels déjà inventoriés, en intégrant les contrôles visant à les maîtriser, d'identifier les risques résiduels devant faire l'objet d'un suivi et d'intégrer de nouveaux risques liés à l'évolution de l'activité de CIHBANK.

Le livrable de cette mise à jour contient :

- La description des processus ;
- Les risques opérationnels ;
- Les types de risques opérationnels ;
- Les types d'impacts détaillés ;
- Les contrôles de premier et deuxième niveau ;
- L'évaluation des risques bruts (historique, projective, et prudente) ;
- L'évaluation des dispositifs de contrôles associés à chaque risque ;
- L'évaluation des risques résiduels.

Les risques forts et majeurs font l'objet d'un suivi à travers des plans d'atténuation.

Couverture des processus comptables par le dispositif de gestion des risques opérationnels

Les processus comptables font partie du périmètre couvert par la cartographie des risques opérationnels notamment des processus de support et de management, ainsi que par le dispositif de contrôle permanent.

Sécurité SI

CIH BANK a mis en place un dispositif de sécurité SI comprenant notamment : Les contrôles sont intégrés au fonctionnement courant des opérations d'administration des SI. Ces contrôles sont réalisés systématiquement par les personnes attributaires des tâches d'administration ou de supervision. Ces derniers assurent la surveillance et la maîtrise des risques liés aux opérations qu'ils réalisent au titre de leurs fonctions.

Ces contrôles sont intégrés au niveau de l'outil d'automatisation des contrôles internes et sont alimentés régulièrement par les unités opérationnelles.

Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la cybercriminalité, des audits de sécurité et des tests d'intrusion sont réalisés chaque année en collaboration avec des prestataires spécialisés en la matière. L'objectif étant d'évaluer en continu le niveau de sécurité des plateformes et applications de la banque et en particulier celles exposées sur Internet, et le cas échéant entreprendre les actions correctives nécessaires pour pallier aux faiblesses constatées.

Un volet cybercriminalité est suivi au niveau des comités suivants : Comité Organisation et SI, Comité risque opérationnel et Comité des Risques.

g. Le plan de Continuité des Activités

Le plan de continuité des activités est un plan d'action documenté, qui expose les procédures et les systèmes nécessaires pour poursuivre ou rétablir les opérations de l'établissement de façon planifiée en cas de perturbations opérationnelles majeures.

Le dispositif PCA est encadré par une Politique de continuité d'activité, et constitué entre autres d'un plan de gestion de crise, de plans de continuité opérationnels, d'un plan d'hébergement...

Aussi, des tests et exercices périodiques sont-ils réalisés afin de valider le caractère opérationnel du PCA et instaurer la culture de continuité d'activité.

Depuis sa conception initiale, le plan de continuité d'activité couvre aujourd'hui les processus vitaux de la banque. Il fait l'objet d'une mise à jour continue au regard des évolutions que connaissent les activités critiques de la Banque.

Subséquemment, CIH BANK a lancé un projet de mise à niveau et revue de tout le dispositif PCA et PSI.

III. RISQUE DE MARCHÉ

Définition du risque de marché

On entend par risque de marché, les risques de pertes liées aux variations des prix du marché. Ils recouvrent :

- Les risques de taux et de position sur titres de propriété relatifs aux instruments inclus dans le portefeuille de négociation ;
- Le risque de change et le risque sur produits de base encourus sur l'ensemble des éléments du bilan et du hors bilan, autres que ceux inclus dans le portefeuille de négociation.

Stratégie et Politique Risques

a. Politique Risque de marché

Dans le cadre de la stratégie globale de gestion des risques et en concomitance avec le développement substantiel que connaît l'activité de la salle des marchés de la banque, CIH BANK met actuellement en place un dispositif de maîtrise des risques portant sur les risques de change, et de contrepartie.

CIH BANK exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

A cet effet, la politique CIH BANK prévoit les opérations et éléments de marché suivants :

- Opérations Change et monétaires avec Banques locales : Change spot, Change à terme, Prêt/Emprunt Dirhams ou Devises.
- Opérations Change et monétaires avec Banques étrangères (Change spot, Prêt/Emprunt en Devises) : Pour la gestion de la position de change ou la trésorerie devises de CIH Bank, la SDM traite des opérations spot ou termes devises vs devises, et des opérations de prêt/Emprunt en devises.
- Opérations de change avec les clients (Change Spot, Change à terme) : La position de change doit respecter l'équilibre en Panier (60% EUR, 40% USD). Le risque de marché de la position de change est le risque du niveau du Panier contre le cours central. La marge de fluctuation du Panier est de +/-2.5% contre le cours central tel que défini par Bank Al-Maghrib au 15 Janvier 2018.
- Portefeuilles Compte Propre : PTF de négociation, PTF d'investissement et PTF de placement.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al-Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

L'activité de marché est encadrée par une politique risque de marché et un code déontologique signé par les différents intervenants concernés.

b. Organisation de la gestion du risque de marché

Les activités de marché sont organisées autour de trois entités distinctes :

- Le Front Office (Salle Des Marchés) : la Direction Marché des capitaux est rattachée à la Banque de Financement et d'investissement ;
- L'entité Middle office et risque de marché : rattachée à la Direction des Risques ;
- Le Back Office : rattaché à la Direction Flux et traitements.

Rôle de la Salle Des Marchés/ Direction Marché des Capitaux

La Salle des Marchés est en charge de la mise en œuvre de la politique de refinancement de la banque à travers le marché, de la gestion de la trésorerie et des portefeuilles titres de la banque et de la gestion de la couverture de la position de change.

Cette entité participe à l'élaboration de la stratégie de refinancement de la banque et elle est chargée de veiller au respect des limites et des ratios réglementaires relatifs à l'activité de la Salle des marchés.

Par ailleurs, cette entité répond aux besoins de la clientèle en termes de couverture du risque de change ou matières premières et fructifie les portefeuilles de transaction et de négociation de la banque. Elle intervient également dans la gestion du portefeuille en tenant compte des ratios de liquidité de la banque.

Rôle de la Direction des Risques

En plus des actions réalisées par le middle office, notamment le contrôle des résultats et des opérations effectuées par la Salle des Marchés (procédures, réglementation, etc...), du suivi des limites et production des reporting réglementaires et internes et la production des alertes, la Direction des Risques est en charge de l'évaluation des Risques de Marché. A ce titre, elle décline la stratégie risque en politiques et limites sur les risques de marché et met en place les indicateurs de surveillance et de suivi.

c. Périmètre des activités de marché

Les activités de marchés chez CIH Bank portent sur quatre marchés : le marché monétaire, le marché de change, le marché obligataire et le marché des matières premières.

CIH Bank exerce ces activités soit pour le compte propre de la banque, soit pour le compte de la clientèle.

CIH Bank a le statut de teneur de marché de change selon la circulaire LC/BKAM/2018/1 de Bank Al-Maghrib et doit respecter l'obligation de cotation ferme de l'USDMD avec un minima journalier convenu avec la banque centrale.

CIH Bank dispose d'un catalogue de produits de la Salle des Marchés contenant les fiches de produits. Ce catalogue est élaboré par la Direction Marchés des Capitaux (Salle des Marchés), revu par la Direction des Risques et par le Comité de Trésorerie et de Placements puis validé par le Comité des Engagements.

Le catalogue est enrichi au fur et à mesure du développement des activités de marché.

Dispositif de gestion, de suivi et de mesure des risques de marché

CIH BANK dispose de :

- Un portefeuille de négociation dont l'encours est de 8 MdsDH au 30/06/2020.
- Un portefeuille d'investissement dont l'encours est de 2,6 MDH au 30/06/2020.
- Un portefeuille d'investissement en devises dont l'encours est de 1,178 MdsDH au 30/06/2020.
- Un portefeuille de placement dont l'encours est de 145 MDH au 30/06/2020.

Le portefeuille d'investissement pour objectif de réaliser des plus-values régulières à moyen et long terme, et est constitué de titres qui doivent être détenus jusqu'à échéance. Les orientations de ce portefeuille sont données par le comité de trésorerie et de placement et l'entité Gestion Actif Passif rattachée aux Finances, Moyens et Traitements.

Le portefeuille de placement a pour objectif de réaliser des plus-values ou des rendements élevés, et est constitué de titres pouvant être cédés à n'importe quel moment.

Le portefeuille de négociation a pour objectif de réaliser des plus-values en prenant des positions suivant l'évolution du marché, la liquidité et de la courbe des taux. Il est constitué de titres dont la durée de détention ne pouvant dépasser 6 mois.

Ces portefeuilles sont séparés au niveau de gestion (Système d'information) et au niveau comptable. Ils sont suivis au quotidien par le front Office et le middle Office. Un Comité de placement hebdomadaire est tenu afin d'assurer le suivi et l'analyse des placements.

Aussi, un suivi de la position de change de la banque est-il effectué régulièrement par rapport au seuil réglementaire requis pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de change. Des limites de contrepartie sont fixées pour le dirham, le change au comptant, le change à terme et la position de change. Les limites sont suivies et contrôlées par le Middle Office.

a. Mesure et gestion des risques de marché

CIH BANK a mis en place un dispositif de mesure des risques de marché reposant sur le calcul de la Value at Risk (VaR) et un système de limites.

Value at Risk

Le modèle de VaR utilisé est la VaR historique calculée via des scénarii historiques des facteurs de risques inhérents au portefeuille de négociation.

Cette perte maximale (VaR) au titre du 4ème trimestre affiche les résultats suivants :

- **Activité Taux** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 3.5 Millions de dirhams. Le back testing effectué durant le 2ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 1.5 Millions constatée durant le trimestre).
- **Activité Change** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 258 440 dirhams. Le back testing effectué durant le 2ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 36 214 dirhams constatée durant le trimestre).
- **Titres de propriété** : La perte maximale à 1 jour avec un niveau de confiance de 99% ressort à 2 821 dirhams. Le back testing effectué durant le 2ème trimestre 2020 n'affiche aucun dépassement (Avec une perte maximale de 1 785 dirhams constatée durant le trimestre).

Système de limites

L'activité de marché est-elle encadrée par des limites réglementaires et d'autres internes :

- Limites réglementaires définies par Bank Al-Maghrib (10% des Fonds Propres par devises, et 20% des Fonds Propres pour la position Globale longue ou courte).
- Limites internes : change en nominal, tailles des portefeuilles, sensibilité, par type de produit, par contrepartie et des seuils d'alerte STOP loss et STOP win.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

Situation des portefeuilles de marché :

- Le Portefeuille de transaction affiche au 30/06/2020 :
 - Structure du PTF : constitué de minimum 94,79 % BDT,
 - P&L : une PV latente de 88,6 MDH et MV latente de 7,92 MDH,
 - Sensibilité : 1,62. La MV serait de 129,9 MDH si la courbe augmente de 100 Ppb,
 - Duration du PTF : 1,65 ans.
- Portefeuille d'investissement MAD au 30/06/2020 :
 - PV latente : 53,13 MDH,
 - MV latente de -10,77 MDH,
 - Sensibilité PTF : le PTF d'investissement affiche une contre - performance de 3,47 % en cas de hausse de la courbe des taux de 100 pb, soit 92,76 MDH.
- Portefeuille de Placement au 30/06/2020 :
 - PV latente : 2 MDH ;
 - Sensibilité PTF : une contre - performance de 5,86 % en cas de hausse de la courbe des taux de 100 pb, soit 8,6 MDH.

b. Outils de gestion du risque de marché :

- Les activités de Marchés s'appuient sur des outils permettant le traitement sécurisé des opérations, notamment :
- Application Front to Back (KONDOR) qui permet le traitement, le dénouement et le contrôle de toutes les opérations effectuées par la salle : En cours de mise en place pour remplacer le système actuel ARPSON.
 - Systèmes des flux de données de marchés et de traitement instantané des opérations.
 - Application permettant la saisie et le dénouement des opérations pour le compte de la clientèle.
 - SRBM : application qui sert pour les transferts de fond transitant par le compte BAM.
 - SWIFT : permet le transfert des devises chez les correspondants.
 - Outils pour le calcul de la consommation des fonds propres, le calcul de la VAR, la réalisation des stress tests et la production des reportings.

Risque de règlement-livraison

Le risque de règlement-livraison représente le risque que, lors du dénouement d'une opération sur un marché financier, une défaillance empêche la contrepartie de livrer le produit, alors que le CIH a déjà honoré ses engagements envers cette dernière.

Ce risque est encadré par des limites par contrepartie en distinguant entre les contreparties bénéficiant d'une convention avec la salle des marchés et les autres.

IV. GESTION ACTIF - PASSIF

La gestion Actif-Passif est assurée par l'entité ALM qui est rattachée à la direction financière. La Direction des Risques rattachée à la Gestion Globale des Risques et Recouvrement, assure le suivi des limites de taux et de liquidité et l'élaboration des stress tests.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la banque subisse une perte en raison d'une évolution défavorable des taux d'intérêt (conjuguée aux différences entre les natures de taux et les maturités des actifs et des passifs).

La mesure du risque de taux porte sur le risque de taux structurel du bilan, à l'exclusion du risque sur le portefeuille de trading éventuel (portefeuille de négociation) qui est mesuré par des dispositifs propres dans le cadre des risques de marché.

Le risque de taux est mesuré par la variation de la VAN (valeur actuelle nette) des gaps de taux fixe, entraînée par une variation des taux (hausse parallèle de la courbe des taux de +100pb).

a. Politique en matière de gestion du risque de taux d'intérêt

Pour assurer une gestion saine et exhaustive des risques de taux, CIH BANK bâtit sa stratégie de gestion ALM sur les normes d'évaluation, de contrôle et de reporting déclinées dans la politique ALM.

La stratégie ALM adoptée au CIHBANK s'articule autour des principes suivants :

- Une production d'indicateurs synthétiques et compréhensibles (gap de taux, sensibilité du bilan, ...) calculés conformément aux conventions bancaires et à la réglementation ;
- La fiabilité et l'exhaustivité des indicateurs produits. Pour ce faire un contrôle est effectué en amont sur la fiabilité et la complétude des inputs par le biais d'une analyse de cohérence comptable ;
- La communication régulière aux instances de pilotage (Comité ALM, Comité d'Audit, Comité Management des Risques,) de reportings portant sur les indicateurs produits, des explications et commentaires appropriés et des solutions proposées ;
- La déclinaison des recommandations et instructions exprimées par les instances de pilotage (augmentation de capital, émission obligataire, ...etc.) aux entités opérationnelles pour mise en œuvre ;
- La veille réglementaire, méthodologique et opérationnelle ;
- Le respect du principe d'auditabilité dudit dispositif aussi bien pour les volets techniques que les volets documentaires.

La gestion des risques de taux d'intérêt au CIHBANK est assurée par la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur les principes suivants :

- La prise en compte de contraintes de gestion du risque de taux lors de la fixation des objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement ;
- La mise en place de limites maximales admissibles sur la valeur et la marge du CIHBANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de taux d'intérêt

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de taux d'intérêt, notamment :

- Le calcul des Gaps de taux fixe sur les maturités allant de 1 mois à 15 ans ;
- La sensibilité du bilan globale et ventilée en sensibilité sur les maturités court terme (0 à 7ans) et sensibilité sur les maturités long terme (> 7ans) ;
- La mise en place de limites relatives aux risques de taux avec les dépassements éventuels ;

En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de taux et respecter les limites.

c. Limites taux

Les limites en termes de taux d'intérêt sont proposées par la Direction des risques et validées par le Comité des Risques, sont les suivantes :

- Limite de la sensibilité court terme (des tombées des gaps de taux fixe sur les maturités inférieures ou égales à un an) : fixée à un pourcentage du PNB prévisionnel.
- Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités, fixée à pourcentage des Fonds Propres Réglementaires.
- Limite de la sensibilité de la VAN des tombées des gaps de taux fixe sur toutes les maturités,

rapportée au total Bilan.

d. Evaluation du risque global de taux

La méthode d'évaluation du risque de taux d'intérêt utilisée par CIH Bank se base sur le calcul des gaps de taux fixe (tombées ressources à taux fixe moins tombées emplois à taux fixe) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans). Ces gaps sont ensuite actualisés.

La différence entre cette VAN calculée avec les taux actuels et la VAN calculée avec ces taux +100 pb permet de déduire la sensibilité du bilan aux variations des taux.

Une distinction est faite également entre la sensibilité CT (maturités inférieures à 1an), la sensibilité MT (maturités entre 1 et 7 ans) et la sensibilité LT (maturités supérieures à 7 ans).

Il se dégage de l'application de cette méthode au 30/06/2020, une sensibilité du bilan de la banque, à une variation de +1% de la courbe des taux, de -371 millions DH soit 4,71% des fonds propres réglementaires.

e. Outils de gestion du risque de taux

Pour assurer la gestion des risques de taux, l'entité ALM utilise des applications Excel alimentées par le système d'informations de la banque.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la banque ne puisse pas, à un moment donné, faire face à ses engagements en liquidité dans des conditions acceptables. Ce risque s'applique à l'ensemble du bilan et doit être apprécié en conditions normales et exceptionnelles.

a. Politique en matière de gestion du risque de liquidité

CIHBANK est doté d'un dispositif de mesure et de surveillance du risque de liquidité dont les principes sont explicités dans la politique ALM.

La gestion du risque de liquidité au CIHBANK se déroule selon un schéma organisationnel défini dans la politique ALM. Plusieurs organes et entités y participent directement ou indirectement.

Une saine gestion des risques ALM implique la mise en place d'une stratégie formalisée basée sur les fondamentaux suivants :

- Une évaluation de l'impact de la stratégie commerciale sur l'évolution du bilan en volume et en structure jumelée à une politique adéquate de financement ;
- Les objectifs en termes de performance financière et de politique de tarification ou de placement avec leurs contraintes ;
- Le niveau de couverture à assurer en termes de liquidité et les alternatives de financement sur des horizons court, moyen et long terme ;
- Les impacts maximums admissibles sur la valeur et la marge de CIH BANK quelle que soit l'évolution de la courbe des taux.

b. Indicateurs de suivi du risque de liquidité

CIH BANK a mis en place des indicateurs permettant de faire un suivi rapproché en matière de risque de liquidité, notamment :

- Le calcul des Gaps de liquidité sur les maturités court et moyen et long termes (en flux et en encours) ;
 - La mise en place de limites relatives au risque de liquidité avec les dépassements éventuels ;
- En cas de dépassement, la banque met en place des solutions pour atténuer les gaps de liquidité et respecter les limites.

c. Limites liquidité

Ces limites proposées par la Direction des risques et validées par le Comité d'audit, sont les suivantes :

- Limite du gap statique de liquidité à 1 mois.
- Limite du gap de liquidité dynamique sur l'exercice en cours.
- Limites de transformation.

d. Le ratio de liquidité

Le ratio LCR s'établit à 114,73% à fin juin 2020. Il est, par ailleurs, conforme aux exigences de Bank AL Maghrib.

e. Evaluation du risque de liquidité

Le suivi du risque de liquidité est assuré via l'évaluation de la trésorerie immédiate et de la trésorerie prévisionnelle.

La gestion de la trésorerie immédiate (court terme) est assurée par la salle des marchés. Un tableau de bord quotidien est établi par le trésorier de la banque. Il permet de calculer le gap quotidien de la trésorerie en fonction de la réserve monétaire exigée, de notre solde chez BAM, des flux entrants et sortants des agences et de nos emprunts/prêts sur le marché monétaire.

La gestion de la liquidité (MLT) est assurée par l'entité ALM. Elle s'articule autour des axes suivants :

- Calcul des gaps de liquidité (encours des ressources moins encours des emplois) sur chaque maturité (1 mois, 2 mois, 3 mois, 6 mois, 1an, 2 ans...15 ans et plus de 15 ans) ;
- Présentation, au comité ALM, du tableau de bord ALM incluant les gaps de liquidité ;
- Ce dernier est obtenu en utilisant les tableaux d'amortissement des contrats pour les postes contractuels, et les règles d'écoulement de la liquidité pour les postes non contractuels.

f. Stress tests liquidité

CIHBANK effectue, conformément aux recommandations réglementaires et à la politique ALM des stress tests sur le risque de liquidité. Ces Stress Tests sont réalisés avec une fréquence mensuelle et font l'objet d'un suivi régulier par le comité ALM, le comité des Risques et le comité Management des risques.

Les stress tests sur le risque de liquidité consistent à appliquer plusieurs stress scénarii avec des niveaux de chocs différents d'un scénario à l'autre. L'impact est ensuite mesuré sur le besoin additionnel de trésorerie, le ratio besoin de trésorerie/total actifs liquides et réalisables.

Couverture des gaps de taux et de liquidité

Le Comité ALM décide, en cas de besoin, des mesures à prendre afin d'atténuer les gaps de taux fixe et les gaps de liquidité et de respecter les limites ALM. Ces principales mesures sont les suivantes :

- Le lancement d'opérations d'emprunts obligataires subordonnés ou classiques ;
- Le lancement d'opérations de titrisation de prêts hypothécaires ;
- L'émission de certificats de dépôts
- L'utilisation du portefeuille des bons du trésor comme moyen de couverture (cession ou acquisition en fonction du besoin) ;

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

- Le changement de la structure du portefeuille des prêts et emprunts en matière de nature de taux et de durée des prêts ;
- Le recours à des lignes de financement auprès d'intermédiaires financiers ;
- La mise en place, le cas échéant, d'engagements de refinancement auprès des actionnaires de référence.

Le suivi des risques de taux et de liquidité est assuré par le Comité ALM, à travers un reporting trimestriel.

En outre, un suivi régulier de ces risques est assuré par la Direction des Risques. Ce suivi est renforcé par des limites d'exposition à ces risques et un système de reporting régulier.

Les données risques sont agrégées périodiquement afin que la Direction Générale et le Conseil d'Administration puissent disposer d'une vue globale de l'ensemble des risques de taux d'intérêt et de liquidité de CIH Bank. Ces données sont présentées au Comité ALM, au Comité Management des Risques et au Comité d'Audit.

Note 14 : Informations qualitatives liées aux instruments financiers du groupe

L'impact de l'application de la norme IFRS9 sur le processus de crédit et des provisions se traduit par :

- La notation périodique de l'ensemble du portefeuille de crédit et des contreparties.
- L'intégration de la classification en Buckets 1, 2 et 3, dans le processus de traitement des risques sensibles.
- L'intégration de la dimension IFRS9 dans le processus de traitement des provisions.
- Dans ce sens, le portefeuille titrisé fait désormais l'objet de notation et de traitements IFRS9.
- Projet d'amélioration des traitements des garanties.
- Le système de décision d'octroi des crédits pour les grandes branches tient compte de la provision des lignes à mettre en place même si elles sont saines.
- Amélioration du suivi des dépassements et des renouvellements des lignes.

STRUCTURE ET ACTIVITÉ DES ORGANES DE GOUVERNANCE AU 30 JUIN 2020

Le système de gouvernance mis en place respecte les principes généraux du gouvernement d'entreprise. Ce système se compose d'organes de contrôle et de gestion, issus du Conseil d'Administration.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil peut constituer en son sein, et avec le concours, s'il l'estime nécessaire, de tiers, actionnaires ou non, des comités techniques chargés d'étudier les questions qu'il leur soumet pour avis. Il est rendu compte aux séances du conseil de l'activité de ces comités et des avis ou recommandations formulés.

Le Conseil fixe la composition et les attributions des comités qui exercent leurs activités sous sa responsabilité.

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 30 JUIN 2020

Fonction	Nom et fonction	Date de cooptation par le Conseil d'Administration	EXPIRERA - à l'issue de l'AG appelé à statuer les comptes clos le 31 décembre
Président	M. Lotfi SEKKAT Président Directeur Général de CIH Bank	11/06/2019	2024
	M. Abdellatif ZAGHNOUN Directeur Général de la CDG	11/03/2015	2020
	M. Mohamed Amine FILALI Directeur du Pôle Risk Management de la CDG Représentant Permanent de Massira Capital Management	18/12/2019	2020
	Mme Latifa ECHI HABI Secrétaire Générale de la CDG	06/09/2017	2020
Administrateurs	M. Khalid EL HATTAB Directeur Pôle Finances de la CDG	19/02/2020	2025
	M. Mohamed Hassan BENSALAH Président Directeur Général de HOLMARCOM	11/03/2015	2020
	M. Mustapha LAHBOUBI Pôle Stratégie et Développement de la CDG	11/03/2015	2020
	M. Karim CHIOUAR Directeur Général Délégué de HOLMARCOM	19/02/2020	2025
Administrateurs Indépendants	M. Khalid CHEDDADI Président Directeur Général de la CIMR	22/02/2017	2022
	Mme Amina BENKHADRA Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines	14/12/2016	2021
	M. Ahmed Reda CHAMI Président du Conseil Économique, Social et Environnemental	13/11/2019	2024
	Mme Dayae OUDGHIRI Présidente de la Société FULGURANS	13/11/2019	2024

ACTIVITE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU JUIN 2020

Le Conseil d'Administration a tenu 2 réunions, au cours desquelles il a traité notamment les points suivants :

- Arrêté des comptes de l'exercice 2019 ;
- Stratégie de CIH BANK ;
- Rapport sur la réalisation de l'opération OPCI ;
- Lancement du produit « INTILAK MOUKAOUIL » ;
- Ratification de l'augmentation de capital ;
- Mise en conformité des statuts avec les dispositions de la loi sur la société anonyme ;
- La crise du COVID-19 : mesures prises et impact ;
- Don au fonds spécial de Gestion du COVID-19.

COMITES ÉMANANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMITE DE NOMINATION, REMUNERATION ET GOUVERNANCE

Comité de Nomination, de Rémunération et de Gouvernance

D'une périodicité annuelle, le Comité de Nomination, Rémunération et Gouvernance donne un avis sur le recrutement, la nomination, la révocation et la rémunération du Président du Conseil d'Administration et de ses membres, des dirigeants et salariés de la société.

Membre*	Fonction
M. Abdellatif ZAGHNOUN	Président du Comité - Directeur Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

* Au 30 juin 2020

Ce comité examiné la rémunération des dirigeants de la banque.

COMITE DES GRANDS ENGAGEMENTS ET INVESTISSEMENTS

Présidé par le Président Directeur Général, le Comité des Grands Engagements et Investissements se réunit mensuellement et à chaque fois que nécessaire. Ce comité a pour mission de Statuer sur les Grands Engagements et Investissements de la banque.

Le Conseil d'administration a délégué une partie de ses pouvoirs au Comité des grands Engagements et investissements qui statue sur les actes de gestion; d'octroi de crédit, d'acquisition et de cession d'éléments d'actifs et plus généralement toute question jugée importante par le Conseil d'administration.

Par ailleurs, afin de permettre au Conseil d'administration de statuer sur certaines décisions, le Comité des Grands Engagements et Investissements sera consulté pour avis, sur les sujets d'investissements ou de désinvestissements suivants :

- Politique de gestion du Patrimoine Hors Exploitation ;
- Politique d'investissement en activités connexes ;
- Politique d'investissement du portefeuille de placements ;
- Politique d'Investissements en participations.

Membre*	Fonction
M. Lotfi SEKKAT	Président du Comité - Président Directeur Général de CIH Bank
Mme. Latifa ECHI HABI	Membre du Comité - Secrétaire Général de la Caisse de Dépôt et de Gestion
M. Mustapha LAHBOUBI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Stratégie et Développement de la CDG
M. Mohammed Hassan BENSALAH	Membre du Comité - Président Directeur Général de HOLMARCOM
M. Khalid CHEDDADI	Membre du comité - Président Directeur Général de la CIMR

* Au 30 juin 2020

Le Comité des Grands Engagements et investissements a tenu 7 réunions au 30 juin 2020 au cours desquelles il a traité des sujets suivants :

- Approbations de crédits ;
- Examen de schémas de sortie de dossiers en recouvrement.

COMITE D'AUDIT

Le comité d'Audit qui se tient au moins quatre fois par an, il d'assiste le Conseil d'Administration et d'assurer le suivi des questions relatives à l'élaboration et au contrôle des informations comptables et financières ainsi que la surveillance de l'efficacité des systèmes de contrôle interne.

Membre*	Fonction
Mme Dayae OUDGHIRI	Présidente du comité - Présidente de la Société FULGURANS
M. Khalid EL HATTAB	Membre du Comité - Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité - Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM
M. Mohamed Amine FILALI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG
Mme Amina BENKHADRA	Membre du comité - Directeur Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines

* Au 30 juin 2020

Au 30 juin 2020, le comité d'audit s'est réuni 02 fois au cours desquelles il a examiné les points suivants :

- Arrêté des comptes au 31/12/2019 ;
- Ratio prudentiels au 31 décembre 2019.
- Synthèses des travaux du Comité d'Audit en 2019.

EXTRAITS DES NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS AU 30/06/2020

- Table des matières du Rapport Annuel de Contrôle Interne ;
- Arrêté trimestriel des comptes sociaux et des comptes consolidés au 31/03/2020 ;
- Traitement des reports ;
- Points Contrôle Permanent ;
- État d'avancement du plan d'audit réseau ;
- Synthèse des missions d'audit processus & FC ;
- État d'avancement de la MEO des recommandations ;
- Réalisation Inspection.

COMITE DES RISQUES

Le comité des Risques qui se tient au moins 04 fois par an, est chargé d'assister le Conseil d'Administration en matière de définition de la stratégie globale des risques et du niveau d'appétence aux risques au regard de la capacité au risque de CIH BANK. Il assiste par ailleurs le Conseil d'Administration dans le suivi de la stratégie des risques, la gestion et surveillance des risques et des niveaux auxquels CIH BANK est exposés.

Membre*	Fonction
M. Ahmed Reda CHAMI	Président du Comité - Président du Conseil Économique, Social et Environnemental
M. Khalid EL HATTAB	Membre du Comité - Directeur du Pôle Finances de la Caisse Dépôt et de Gestion
M. Mohamed Amine FILALI	Membre du Comité - Directeur du Pôle Risk Management de la CDG
M. Karim CHIOUAR	Membre du Comité - Directeur Général Délégué de la société HOLMARCOM

* Au 30 juin 2020

Au 30 juin, Le Comité des Risques a tenu 02 réunions au cours desquelles il a traité notamment des sujets suivants :

- Suivi des Recommandations ;
- Evolution des Engagements ;
- Coût du Risque :
 - CoR Social et IFRS9 ;
 - Stress Tests relatifs au COVID19 ;
- Focus sur la Pandémie COVID19 :
 - PCA Pandémie et mesures de protection ;
 - Evolution de l'Activité en période de pandémie ;
 - Mesures moratoires envers les clients ;
- Principaux indicateurs risques :
 - Risque de crédit & Analyse générationnelle du RG et Fogarim ;
 - Risques financiers (ratios prudentiels) ;
 - TdB ICAAP/Appétence aux Risques (Social et Consolidé) ;
 - Risque ALM et Liquidité
- Bilan Activité de Recouvrement sur 2019 ;
- Projet PRCI (Plan de Redressement de Crise Interne).

RATIO DE SOLVABILITE ET ACTIFS PONDERES

En application des dispositions de la circulaire 14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit, les fonds propres prudentiels du CIH BANK sont composés des fonds propres de catégorie 1 et des fonds propres de catégorie 2. Les fonds propres réglementaires sur base consolidée arrêtés au 30/06/2020 s'établissent à 8 615 MDH contre 7 879 MDH à fin Décembre 2019, soit une hausse de 735 MDH.

Les fonds propres de catégorie 1 sur base consolidée s'établissent 5,42 milliards de dirhams intégrant 4,44 milliards de dirhams d'instruments de Fonds propres éligibles en tant que fonds propres CET1, de 918 millions de dirhams de réserves et de résultats non distribués et 326 millions de dirhams d'intérêts minoritaires.

Les déductions opérées sur les fonds propres de base comprennent du Goodwill pour un montant de 299 MDH, la participation Marocleasing mise en équivalence pour 470 MDH, les Immobilisations Incorporables y compris les logiciels pour un montant de 430 millions de dirhams et 68 MDH relatives aux ajustements découlant des filtres prudentiels.

L'application des dispositions transitoires afférentes aux impacts du FTA de la norme IFRS 9 a généré l'intégration de 92 MDH correspondant à 40% du montant résultant de la différence entre le montant des provisions calculées sous la norme IAS 39 au 31 Décembre 2017 et celui calculé selon la norme IFRS 9 au 01/01/2018.

Avec l'application du lissage de l'impact du FTA de la norme IFRS 9, Le Ratio de fonds propre Tier 1 s'établit à 9,92% au lieu de 9,75%.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base consolidée s'établissent à 3,19 milliards de dirhams composés d'emprunts obligataires.

Au 30 Juin 2020, le ratio de solvabilité sur base consolidée s'établit à 15,76% contre 16,29% au 31/12/2019.

ENKDH	Juin-20
Fonds Propres CET1	4 511 576
Fonds Propres TIER 1	5 421 841
Fonds Propres TIER 2	3 192 787
Fonds Propres Admissibles	8 614 628
Total des Actifs Pondérés	54 654 098
Risques de Crédit pondérés	48 595 582
Risques de Marché pondérés	1 553 377
Risques Opérationnels pondérés	4 505 139
Ratio de fonds propres CET1 (minimum exigible 8%)	8,25%
Ratio de fonds propres T1 (minimum exigible 9%)	9,92%
Ratio de fonds propres total (minimum exigible 12%)	15,76%

CARACTÉRISTIQUES CONTRACTUELLES DES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DES FONDS PROPRES

Les caractéristiques des dettes subordonnées se présentent comme suit au 30/06/2020 : (en milliers MAD)

Au 30/06/2020			
D. Emission Tit	Taux	Durée (Ans)	Capital Restant Dû en Kdh
09/01/2015	4,75%	10	53 300
18/05/2018	4,02%	10	82 600
09/01/2015	4,75%	10	626 500
09/01/2015	3,19%	10	320 200
15/12/2016	3,82%	10	39 400
15/12/2016	3,01%	10	960 600
18/05/2018	4,02%	10	417 400
18/05/2018	2,87%	10	500 000
28/12/2018	6,23%	10	150 000
28/12/2018	4,96%	10	350 000

RISQUE DE CREDIT

En application de l'approche standard, les risques pondérés au titre du risque de crédit à fin Juin 2020 représentent 48,60 milliards de dirhams soit 89% de l'ensemble des risques rapportés aux fonds propres, pour une exigence en fonds propres de 3,89 milliards de dirhams.

RISQUE DE MARCHE

Au vu de la situation arrêtée à fin Juin 2020, Les exigences en fonds propres au titre du risque de marché s'établissent à 124 millions de dirhams.

RISQUE OPERATIONNEL

En application de l'approche « indicateur de base », les risques pondérés au titre du risque opérationnel représentent 4,51 milliards de dirhams au 30 Juin 2020 pour une exigence en fonds propres de 360 millions de dirhams.

ELEMENTS D'INFORMATION SUR BASE INDIVIDUELLE DES FILIALES SIGNIFICATIVES

La filiale établissements de crédits du CIH BANK à savoir SOFAC CREDIT déclare, sur base sociale son ratio de solvabilité à Bank-Al-Maghrib en respect des circulaires 25/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres portant sur le risque de crédit et de la circulaire 14/G/2013 (détaillée dans la notice technique NT 01/DSB/2014) relative au calcul des fonds propres réglementaires des banques et établissements de crédit.

A fin Juin 2020 Les fonds propres réglementaires de SOFAC CREDIT s'établissent à 700 Millions de dirhams, les actifs pondérés au titre du risque de crédit s'élèvent à 5,53 milliards de dirhams.

Le ratio de solvabilité s'établit à 12,65%.

Projet ICAAP :

Dans le cadre de la mise en œuvre du deuxième pilier de Bale 2, CIH BANK a déployé le processus ICAAP et appétence aux risques permettant l'évaluation de l'adéquation de ses fonds propres internes. En effet, CIH Bank a lancé courant Mai 2019 le projet de mise en place de ce dispositif qui a été finalisé à fin 2019 sur le périmètre social et à fin mai 2020 sur le périmètre consolidé.

Ce dispositif a été validé par le Comité des risques et le Conseil d'Administration et fait l'objet d'une présentation à Bank Al Maghrib.

Le processus interne ICAAP est développé conformément à l'interprétation des principaux textes réglementaires de Bank Al Maghrib et en se basant sur les pratiques observées au niveau international.

Le dispositif ICAAP complète l'approche réglementaire avec la quantification d'une exigence de capital couvrant les risques majeurs auxquels est exposée CIH Bank, sur la base de méthodologies qui lui sont propres. En effet, les mesures de risques déjà traitées par le Pilier 1 sont revues et, le cas échéant, complétées par des ajustements de capital interne. Les risques absents du Pilier 1 font l'objet d'un calcul spécifique de besoin de capital interne, fondé sur des approches propres à CIH Bank.

Le dispositif de mesure et du suivi du besoin de capital interne fait l'objet d'une organisation et d'une gouvernance appropriées au sein de CIH Bank.

La fonction fondamentale de l'ICAAP est de permettre à CIH Bank de s'assurer que ses fonds propres couvrent de façon adéquate l'ensemble de ses expositions aux risques et qu'ils sont maintenus, en permanence, à un niveau compatible avec le profil de risque de la banque.

CIH Bank a également défini son appétence au risque (Risk Appetite) qui constitue le type et le niveau de risque que la banque est prête à assumer, dans le cadre de son développement et la mise en œuvre de sa stratégie.

L'appétence au risque est exprimée au moyen d'indicateurs clés autour de thématiques importantes pour la banque telles que la solvabilité, la rentabilité, la liquidité et le risque de crédit. Des limites et des seuils d'alerte sont définis sur ces indicateurs clés ayant pour but de définir l'appétit au risque et de limiter la prise de risque.

L'objectif de la formalisation de l'appétence au risque est de permettre à la Direction générale et au Conseil d'administration de formaliser, normer et expliciter le niveau de risque acceptable en lien avec une stratégie donnée ;

Les indicateurs de « Risk Appetite » et les seuils d'alerte associés sont utilisés par la Direction pour anticiper les dégradations excessives des indicateurs stratégiques et d'activer les leviers d'action appropriés en cas d'atteinte des niveaux d'alerte de l'appétence au risque de CIH Bank.

Les résultats issus des exercices d'ICAAP seront rapportés annuellement à la Direction Générale et au Conseil d'Administration afin de leur permettre d'apprécier en permanence les risques inhérents à l'activité de la Banque et ceux susceptibles de se matérialiser par des impacts négatifs sur les fonds propres.

COMPTES CONSOLIDES AU 30/06/2020

(en milliers MAD)

BILAN CONSOLIDE

ACTIF IFRS	2020.Juin	2019.Déc
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, CCP	1.010.268	2.573.522
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	10.427.531	8.174.486
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8.550.529	6.890.821
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.877.003	1.283.665
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	569.438	446.593
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	148.951	37.123
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	420.487	409.470
Titres au coût amorti	3.820.019	936.103
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.999.060	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	58.006.539	53.097.311
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements des activités d'assurance	-	-
Actifs d'impôt exigible	170.673	275.934
Actifs d'impôt différé	285.481	164.544
Comptes de régularisation et autres actifs	2.113.164	1.966.277
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans les entreprises mise en équivalence	465.503	460.754
Immeubles de placement	1.330.843	1.260.107
Immobilisations corporelles	2.228.988	2.070.588
Immobilisations incorporelles	430.270	213.567
Ecart d'acquisition	299.428	299.428
TOTAL ACTIF	84.157.203	75.134.280

BILAN CONSOLIDE

PASSIF IFRS	2019.Déc	2018.Déc
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-
Passifs financiers détenus à des fins de transactions	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	-	-
Instruments dérivés de couverture	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11.285.687	7.229.961
Dettes envers la clientèle	48.418.322	44.579.283
Titres de créance émis	10.994.450	9.743.163
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt exigible	155.339	290.803
Passifs d'impôts différés	143.302	140.828
Compte de régularisation et autres passifs	3.320.870	3.528.791
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	449.911	438.019
Subventions et Fonds assimilés	-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.688.456	3.695.908
Capitaux propres	5.700.866	5.487.522
Capital et réserves liées	3.332.474	2.832.474
Réserves consolidées	2.338.544	2.254.349
Réserves consolidées - Part du groupe	1.968.061	1.858.320
Réserves consolidées - Part des minoritaires	370.483	396.029
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	15.014	-78
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part du groupe	15.014	-78
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres - Part des minoritaires	-	-
Résultat net de l'exercice	14.834	400.778
Résultat net de l'exercice - Part du groupe	45.706	426.382
Résultat net de l'exercice - Part des minoritaires	-30.872	-25.604
TOTAL PASSIF	84.157.203	75.134.280

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

	2020.Juin	2019.Juin
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	1.485.599	1.375.940
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	-596.829	-594.709
MARGE D'INTERETS	888.770	781.232
Commissions (produits)	168.832	171.758
Commissions (charges)	-5.587	-588
MARGE SUR COMMISSIONS	163.245	171.170
Gains ou pertes nets résultants des couvertures de position nette	-	-
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	332.407	200.393
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	128.657	89.644
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	203.751	110.749
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	45.781	-1.148
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-2.453	1.021
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	48.234	-2.169
Gains ou pertes nets des instruments financiers disponibles à la vente	-	-
Gains ou pertes nets résultants de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la JVR	-	-
Gains ou pertes nets résultants du reclassement d'actifs financiers à la JV par KP en actifs financiers à la JVR	-	-
Produits nets des activités d'assurance	-	-
Produits des autres activités	463.924	434.608
Charges des autres activités	-491.298	-391.014
PRODUIT NET BANCAIRE	1.402.828	1.195.240
Charges générales d'exploitation	-886.950	-689.580
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-76.703	-97.648
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	439.176	408.012
Coût du risque de crédit	-414.663	-169.533
RESULTAT D'EXPLOITATION	24.512	238.479
Quote-part du résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	2.453	7.932
Gains ou pertes nets sur autres actifs	3.455	3.787
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
RESULTAT AVANT IMPOTS	30.420	250.198
Impôts sur les bénéfices	-15.586	-109.452
Résultat net des d'impôts des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-
RESULTAT NET	14.834	140.746
Résultats Minoritaires	-30.872	-10.405
RESULTAT NET PART DU GROUPE	45.706	151.151
RÉSULTAT PAR ACTION (EN DIRHAM)	1,6	5,7
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN DIRHAM)	1,6	5,7

FLUX DE TRESORERIE

	30/06/2020	31/12/2019
Résultat avant impôts	30.420	734.255
+/- dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	376.425	768.485
+/- dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	390.979	215.150
+/- dotations nettes aux provisions	10.795	(2.694)
+/- quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(2.453)	(6.226)
+/- perte nette/(gain net) des activités d'investissement	(50.918)	(15.790)
+/- autres mouvements	(12.651)	(23.704)
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	712.177	935.221
+/- flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	4.217.823	(108.605)
+/- flux liés aux opérations avec la clientèle	(1.463.927)	723.172
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(3.888.855)	(977.233)
+/- flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(704.806)	861.213
Impôts	(130.482)	(285.644)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	(1.970.246)	212.902
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	(1.227.650)	1.882.378
+/- flux liés aux actifs financiers et aux participations	(71.766)	(9.644)
+/- flux liés aux immeubles de placement	-	-
+/- flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(549.061)	(1.001.988)
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(620.827)	(1.011.633)
+/- flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	300.000	101.913
+/- autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(7.453)	48.645
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	292.547	150.558
Effet de la variation de reclassement et changement de méthode sur la trésorerie	(4.057)	(4.057)
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1.555.929)	1.017.247
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	2.565.349	1.679.764
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	2.573.522	1.548.102
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(8.174)	131.662
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1.009.419	2.565.349
Caisse, banques centrales, ccp (actif & passif)	1.010.268	2.573.522
Comptes (actif & passif) et prêts / emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(848)	(8.174)
Variation de la trésorerie nette	(1.555.929)	885.585

(en milliers MAD)

CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liés au Capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres
Capitaux propres au : 2019.décembre	2.832.474	-	-	2.461.335	-78	5.293.730	372.798	5.666.528
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	-136.763	-	-136.763	0	-136.763
Autres mouvements	-	-	-	-39.870	-	-39.870	-2.373	-42.243
Capitaux propres corrigés	2.832.474	-	-	2.284.702	-78	5.117.097	370.425	5.487.522
Opérations sur capital	-	-	-	120.000	-	120.000	180.000	300.000
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	-0	-	-0	-0	-0
Resultat de l'exercice	-	-	-	45.706	-	45.706	-30.872	14.834
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	-	-	-	-	15.092	15.092	-	15.092
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	-	-	-	-	15.092	15.092	-	15.092
Variation de périmètre	-	-	-	-120.000	-	-120.000	-	-120.000
Capitaux propres au : 2020.juin	2.832.474	-	-	2.330.409	15.014	5.177.896	519.553	5.697.449
Autres changements de méthodes comptables et corrections d'erreurs	-	-	-	0	-	0	0	0
Autres mouvements	-	-	-	3.359	-	3.359	58	3.417
Capitaux propres corrigés : 2020.juin	2.832.474	-	-	2.333.767	15.014	5.181.255	519.611	5.700.866

NOTE-A6 - PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2020.Juin	2019.Décembre
Crédit de trésorerie	-	224.625	8.030.013	155.865	8.410.504	7.222.901
comptes à vue débiteurs	-	71.883	2.569.720	50.023	2.691.626	1.899.946
créances commerciales sur le maroc	-	18.185	650.086	12.601	680.873	739.304
crédits à l'exportation	-	1.011	36.154	701	37.866	56.654
autres crédits de trésorerie	-	133.546	4.774.053	92.540	5.000.139	4.526.998
Crédits à la consommation	-	-	11	8.299.556	8.299.567	8.196.178
Crédits à l'équipement	185.724	210.722	6.241.631	344.753	6.982.830	5.788.323
Crédits immobiliers	-	231.895	8.136.791	18.430.305	26.798.991	26.107.237
Autres crédits	-	2.652.532	1.040.755	71.996	3.765.283	2.319.871
Créances acquises par affacturage	1.101.469	-	39.424	851	1.141.743	1.252.776
Intérêts courus à recevoir	9.087	1.394	115.043	90.447	215.971	123.061
Créances en souffrance	-	-	869.260	4.193.896	5.063.156	4.366.506
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-	-	431.509	2.257.113	2.688.622	2.297.675
sur base individuelle	-	-	431.509	2.257.113	2.688.622	2.297.675
sur base collective	-	-	-	-	-	-
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Créances issues des opérations de location financement	-	-	-	-	-	-
Créances irrelatives aux opérations de réassurance et les avances faites aux assurés	-	-	-	-	-	-
Autres prêts et créances	-	-	-	17.115	17.115	18.134
TOTAL	1.296.280	3.321.169	24.041.419	29.347.670	58.006.539	53.097.311

NOTE-A8 - TITRES AU COÛT AMORTI

	2020.Juin	2019.Décembre
Obligations, bons du trésor et valeurs assimilées	2.635.235	666.991
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	2.635.235	666.991
Autres titres de créance	1.184.783	269.113
Titres Cotés	-	-
Titres non Cotés	1.184.783	269.113
Juste valeur au bilan	3.820.019	936.103

NOTE-A2-BIS - CATEGORIES D'ACTIFS FINANCIERS

	2020.06	2019.12
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	10.427.531	8.174.486
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	8.550.529	6.890.821
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	1.877.003	1.283.665
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	569.438	446.593
Instruments de dette à la JV par capitaux propres recyclables	148.951	37.123
Instruments de KP à la JV par capitaux propres non recyclables	420.487	409.470
Actifs financiers au coût amorti	64.825.617	57.228.479
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2.999.060	3.195.065
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	58.006.539	53.097.311
Titres au coût amorti	3.820.019	936.103
Autres actifs financiers détenus au coût amorti	-	-

NOTE-A9BIS - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES

	2020.Juin	2019.Décembre
impôts courants	170.673	275.934
impôts différés	285.481	164.544
ACTIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	456.155	440.478
impôts courants	155.339	290.803
impôts différés	143.302	140.828
PASSIFS D'IMPOTS COURANTS ET DIFFERES	298.641	431.632

Allocation des pertes attendues au 30/06/2020

Portefeuille Créances sur les Etablissements de Crédit

PRETS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2020	3.000.574	-	-	3.000.574
Encours Hors Bilan au 30/06/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2020	1.514	-	-	1.514
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2020	-	-	-	-

Portefeuille Titres au Coût Amorti

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2020	3.820.019	-	-	3.820.019
Encours Hors Bilan au 30/06/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2020	-	-	-	-
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2020	-	-	-	-

Portefeuille Créances sur la Clientèle

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2020	51.462.668	3.267.102	5.964.125	60.693.895
Encours Hors Bilan au 30/06/2020	8.257.999	22.479	218.393	8.498.871
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2020	346.649	121.163	2.063.385	2.531.197
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2020	16.426	142	139.591	156.159

Portefeuille Titres en Juste Valeur OCI

	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
	ECL 12 mois	ECL Lifetime	ECL Lifetime	
Encours Bilan au 30/06/2020	569.748	-	-	569.748
Encours Hors Bilan au 30/06/2020	-	-	-	-
Provisions Bilan sous IFRS 9 au 30/06/2020	310	-	-	310
Provisions HB sous IFRS 9 au 30/06/2020	-	-	-	-

NOTE-A10 - COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS

	2020.Juin	2019.Décembre
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	54.428	164.520
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	62.959	2.270
Comptes d'encaissement	-	-
Part des réassureurs dans les provisions techniques	-	-
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	373.731	189.944
Autres débiteurs et actifs divers	1.622.046	1.609.544
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	2.113.164	1.966.277
Dépôts de garantie reçus	-	-
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	95	403
Comptes d'encaissement	-	-
Charges à payer et produits constatés d'avance	1.066.253	937.689
Autres créditeurs et passifs divers	2.254.522	2.590.699
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	3.320.870	3.528.791

NOTE-A13 - PARTICIPATION DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Produit des activités ordinaires	Quote part dans le résultat
MAROC LEASING	470.054	15.714	12.056.709	22.714	4.716
Maghreb Titrisation	1.456	-2.222	12.206	3.410	-541
AJARINVEST	-6.007	-4.307	3.665	1.150	-1.723
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	465.503	9.185	12.072.580	27.274	2.453

NOTE-A14 - IMMEUBLES DE PLACEMENT

	Valeur brute 2019. Décembre	Acquisitions	Cessions	Reclassements et variations de périmètre	Valeur brute 2020. Juin
Immeubles de placements	1.548.139	93.640	-4.499	-7.320	1.629.959
Amort et pertes de valeurs : immeubles de placements	-288.032	-14.056	6.923	-3.951	-299.116
Net	1.260.107	79.584	2.423	-11.272	1.330.843

NOTE-P15 - DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

	2020.Juin	2019.Décembre
Fonds de garantie à caractère mutuel	-	-
Fonds de soutien	-	-
Autres fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.130.000	3.130.000
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	500.000
Intérêts courus à payer sur dettes subordonnées	58.456	65.908
TOTAL	3.688.456	3.695.908

GOODWILL

	2019. Décembre	Augmentation	Diminution	Perte de valeur de la période	2020.Juin
Valeur brute	303.628	-	-	-	303.628
Jbilet	2.000	-	-	-	2.000
Belle-vue	2.200	-	-	-	2.200
SOFAC	174.884	-	-	-	174.884
MAROC LEASING	-	-	-	-	-
SANGHO	124.543	-	-	-	124.543
Cumul des pertes de valeur	4.200	-	-	-	4.200
Jbilet	2.000	-	-	-	2.000
Belle-vue	2.200	-	-	-	2.200
Valeur nette au bilan	299.428	-	-	-	299.428

NOTE-P4- DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	Bank Al-Maghreb, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	2020.Juin	2019.Décembre
Comptes ordinaires créditeurs	-	187.691	37.404	8.362	233.456	162.788
Valeur données en pension	6.016.066	500.662	-	-	6.516.728	5.542.569
- au jour le jour	462.198	38.464	-	-	500.662	52.789
- à terme	5.553.869	462.198	-	-	6.016.066	5.489.780
Emprunts de trésorerie	1.125.000	1.840.683	570.836	-	3.536.519	1.087.340
- au jour le jour	487.830	435.014	248.004	-	1.170.848	58.174
- à terme	637.169	1.405.669	322.832	-	2.365.671	1.029.167
Emprunts financiers	391.641	369.760	198.431	-	959.832	409.998
Autres dettes	-	22.471	-	-	22.471	14.759
Intérêts courus à payer	2.464	12.331	1.885	-	16.680	12.506
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES	7.535.171	2.933.597	808.557	8.362	11.285.687	7.229.961

NOTE-A15- IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2020.Juin			2019.Décembre		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Terrains et constructions	1.765.414	290.425	1.474.989	1.735.628	280.343	1.455.285
Equipement, mobilier, installations	597.981	441.126	156.854	605.532	437.717	167.814
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	1.084.514	487.370	597.144	906.301	458.813	447.488
TOTAL	3.447.908	1.218.921	2.228.988	3.247.461	1.176.874	2.070.588

NOTE-A16 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	2019.Décembre	Impact variation périmètre	Acquisitions	Cessions ou retraits	2020.Juin
Valeur brute	556.905	-	229.756	-2.866	783.795
Amortissement et dépréciation	-343.338	2.478	-12.738	74	-353.525
NET	213.567	2.478	217.018	-2.793	430.270

INFORMATIONS SUR LES CONTRATS DE LOCATION

	2019.Décembre	Augmentation	Diminution	Autres flux	2020.Juin
Valeur brute	240.022	10.047	-46.873	-1.027	202.170
Amortissement et dépréciation	-59.577	-31.267	-	33	-90.811
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	180.446	-21.220	-46.873	-994	111.359
Valeur brute	109.492	185.675	-	-	295.167
Amortissement et dépréciation	-	-716	-	-	-716
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	109.492	184.959	-	-	294.451
TOTAL IMMOBILISATIONS	289.938	163.739	-46.873	-994	405.810

ACTIFS AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION

	2020.Juin	2019.Décembre
Immobilisations corporelles	2.228.988	2.070.588
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	111.359	180.446
Immobilisations incorporelles	430.270	213.567
Dont: droit d'utilisation des contrats de location	294.451	109.492

PASSIFS AU TITRE DE DETTES LOCATIVES

	2020.Juin	2019.Décembre
Comptes de régularisation et autres passifs	3.320.870	3.528.791
Dont: dettes locatives	379.659	260.074

DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION

	2020.Juin	2019.Décembre
Intérêts et charges assimilées	-596.829	-1.166.049
Dont: charges d'intérêts sur dettes locatives	-8.053	-11.187
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-76.703	-165.335
Dont: dotations aux amortissements sur droits d'utilisation	-31.983	-36.101

NOTE-P5 - DETTES ENVERS LA CLIENTELE

	Secteur public	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	2020.06	2019.12
Comptes ordinaires créditeurs	1.391	650.156	5.562.995	19.498.769	25.713.312	23.975.363
Comptes d'épargne	-	-	1.640	6.567.911	6.569.551	5.973.905
Dépôts à terme	2.447	1.851.475	2.512.937	9.049.048	13.415.907	11.603.703
Autres comptes créditeurs	84	3.879	30.565	1.868.911	1.903.439	1.910.615
Intérêts courus à payer	-	8.482	29.686	103.195	141.363	161.759
Autres dettes envers la clientèle	382	17.739	139.460	517.168	674.749	953.938
TOTAL	4.304	2.531.732	8.277.284	37.605.003	48.418.322	44.579.283

NOTE-A9 - IMPOTS DIFFERES

	2020.Juin	2019.Décembre
Actifs d'impôts différés	285.481	164.544
Passifs d'impôts différés	143.302	140.828
Position nette	142.179	23.715

NOTE-A1 - VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, SCP

	2020.Juin		2019.Décembre	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	783.162	-	879.888	-
Banques centrales, ccp	227.105	-	1.693.634	-
Total	1.010.268	-	2.573.522	-

NOTE-A5 - PRETS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

	2020.Juin	2019.Déc
A VUE	1.644.071	1.866.701
Comptes ordinaires	1.613.642	715.876
Prêts et comptes au jour le jour	48.598	1.168.143
Valeurs reçues en pensions au jour le jour	-	-
Autres prêts et créances	-18.169	-17.317
A TERME	1.356.503	1.329.877
Comptes et prêts à terme	1.352.721	1.328.141
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pensions à terme	-	-
Créances rattachées	3.782	1.737
Autres prêts et créances à terme	-	-
TOTAL BRUT	3.000.574	3.196.579
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	1.514	1.514
TOTAL NET	2.999.060	3.195.065

(en milliers MAD)

NOTE-PER - ENGAGEMENTS SOCIAUX ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Détail des charges	2020.06	2019.06
Salaires	257.985	251.085
Charges du personnel des exercices antérieurs	1	45
Cotisations sociales	84.512	75.782
Autres rémunérations du personnel	36.229	30.797
Total	378.727	357.708

Effectif fin de période	2020.06	2019.06
Employés	1.064	2.032
Cadres	1.716	604
Total	2.780	2.636

	2020.06
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2019	177.418
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	21.136
Reprise pour utilisation / prestations payées	(10.562)
OCI	3.982
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 31 Décembre 2019	191.974

	2020.06
Montant (Provisions) au 1er Janvier 2020	191.974
Dotations de l'exercice / charges de l'exercice	10.669
Reprise pour utilisation / prestations payées	(5.722)
OCI	-
Variation de périmètre	-
Business combination (seulement si significatif)	-
Ecart de conversion	-
Montant (Provisions) au 30 Juin 2020	196.921

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	30-jui-20	31-déc-19	30-jui-20	31-déc-19
Engagement net	77.314	74.912	97.418	96.770
Limitation de l'actif de retraite	-	-	-	-
Coûts des services passés non reconnus	-	-	-	-
Gains/Pertes actuariels non reconnus	-	-	-	-
Actif/Provision net figurant au bilan	77.314	74.912	97.418	96.770

SENSIBILITÉ DE L'ENGAGEMENT PAR RAPPORT AU TAUX D'ACTUALISATION

	Indemnités de départ à la retraite		Autres avantages sociaux accordés postérieurement à l'emploi	
	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019
Sensibilité de l'engagement	-6,0%	-6,0%	-5,5%	-5,5%
Sensibilité du coût des services	-9,9%	-9,9%	-9,5%	-9,5%
Sensibilité de la charge d'intérêt (taux d'actualisation)	14%	14%	21%	21%

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	2020.Juin	2019.Juin
Dotations nettes des reprises aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	-76.703	-97.331
Dotations nettes des reprises aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-318
Total dotations	-76.703	-97.648

NOTE-R2 - MARGE SUR COMMISSIONS

	2020.juin			2019.juin		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	39.133	18	39.115	34.509	-	34.509
Sur opérations avec les établissements de crédit	-	-	-	114	-	114
Sur opérations avec la clientèle	31.372	-	31.372	28.838	-	28.838
Sur opérations sur titres	26	18	8	6	-	6
Sur opérations de change	7.735	-	7.735	5.551	-	5.551
Sur opérations sur instruments financiers à terme	-	-	-	-	-	-
Prestation de services bancaires et financiers	129.699	5.569	124.129	137.248	588	136.661
Produits nets de gestions d'OPCVM	3.146	-	3.146	3.460	-	3.460
Produits nets sur moyens de paiement	70.022	-	70.022	62.769	-	62.769
Autres	56.530	5.569	50.961	71.020	588	70.432
Produits nets des commissions	168.832	5.587	163.245	171.758	588	171.170

NOTE-R1 - MARGE D'INTERETS

	2020.06	2019.06
Sur opérations avec les établissements de crédit	25.080	28.446
Sur opérations avec la clientèle	1.415.957	1.325.340
Intérêts courus et échus sur titres de créance	22.803	2.999
Intérêts courus et échus sur titres au coût amorti	21.420	18.825
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	339	331
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Produits d'intérêts	1.485.599	1.375.940
Sur opérations avec les établissements de crédits	22.426	55.789
Sur opérations avec la clientèle	314.558	268.127
Titres de créance	20.708	25.980
Titres au coût amorti	2.248	574
Sur dettes représentées par titres	164.334	171.795
Sur dettes subordonnées	70.944	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit-bail	1.612	-
Autres intérêts et charges assimilées	-	72.443
Charges d'intérêts	596.829	594.709
MARGE D'INTERET	888.770	781.232

GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR

	2020.06	2019.06
GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JV	378.188	199.245
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	332.407	200.393
Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	128.657	89.644
Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	203.751	110.749
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	45.781	-1.148
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	-2.453	1.021
Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)	48.234	-2.169

NOTE-R4 - PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

	2020.Juin	2019.Juin
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits de l'activité hôtelière	70.645	35.909
Produits sur opération de location simple	-	-
Charges de l'activité hôtelière	-3.817	-8.363
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Dotations & reprises sur immeubles de placement	-14.056	-7.905
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits	393.280	398.699
Autres charges	-473.425	-374.746
Produits et charges des autres activités	-27.374	43.594

NOTE-R5 - CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	2019.Décembre	2018.Décembre
Charges de personnel	381.778	357.708
Impôts et taxes	39.435	19.451
Services extérieurs et autres charges	465.737	312.420
Charges d'exploitation	886.950	689.580

(en milliers MAD)

COUT DU RISQUE

	2020.Juin	2019.Juin
Dotations aux provisions	475.478	252.670
Provisions pour dépréciations des prêts et créances	466.866	261.782
Provisions pour dépréciations des titres	-2.353	7
Provisions pour risques et charges	10.966	-9.119
Reprises de provisions	-59.146	-88.690
Reprises de provisions pour dépréciations des prêts et créances	-56.011	87.756
Reprises de provisions pour dépréciations des titres	87	-389
Reprises des provisions pour risques et charges	-3.222	1.323
Variation des provisions	416.333	163.980
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	1.052	15.520
Récupération sur prêts et créances amorties	-2.721	-9.967
Autres pertes	-	-
COUT DU RISQUE	414.663	169.533

NOTE-R8 - GAINS ET PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS

	2020.Juin	2019.Juin
Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	2.684	8.862
Plus value de cession	2.684	8.886
Moins value de cession	-	-24
Titres de capitaux propres consolidés	-	-5.305
Plus value de cession	-	-
Moins value de cession	-	-5.305
Gains ou pertes sur autres actifs	771	230
GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	3.455	3.787

NOTE-R9 - VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION

	2020.Juin	2019.Juin
Dépréciation des écarts d'acquisition actifs	-	-
Écarts d'acquisition négatifs	-	-
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES (en milliers)

	2020.Juin	2019.Juin
Charge d'impôts exigibles	130.482	99.554
Charge d'impôts différés	-114.896	9.898
Charge d'impôt de la période	15.586	109.452

NOTE-R11 - ETAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

	2020.06	2019.06
Résultat net	14.834	140.746
Variations d'actifs et passifs comptabilisés directement en capitaux propres	15.014	2.999
Écarts de conversion	-	-
Variations de valeur des actifs financiers, comptabilisés directement en capitaux propres	15.014	2.999
Réévaluation des immobilisations	-	-
Variations de valeur différées des instruments dérivés de couverture	-	-
Impact IAS 19/OCI	-	-
Éléments relatifs aux sociétés mises en équivalence	-	-
Total cumulé	29.848	143.745
part du groupe	60.720	154.150
part des minoritaires	-30.872	-10.405

RÉSULTAT PAR ACTION DE BASE ET DILUÉ

	2020.06	2019.06
Résultat net part du Groupe	45.706	151.151
Nombre d'actions ordinaires émises	28.324.735	26.608.085
Résultat par action de base et dilué en dh	1,6	5,7

Dénomination sociale	Pays	30-jui-20		31-déc-19		Méthode de consolidation
		% intérêts	% contrôle	% intérêts	% contrôle	
CIH	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Société mère
CIH COURTAGE	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
CIH PATRIMMO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
MAGHREB TITRISATION	Maroc	24,33%	24,33%	24,33%	24,33%	Mise en équivalence
MAROC LEASING	Maroc	34,01%	34,01%	34,01%	34,01%	Mise en équivalence
SOFAC	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFASSUR	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
SOFAC STRUCTURED FINANCE	Maroc	66,30%	66,30%	66,30%	66,30%	Intégration globale
TIVOLI	Maroc	89,36%	89,36%	89,36%	89,36%	Intégration globale
CREDITLOG 3	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
CREDITLOG 4	Maroc	N/A	N/A	N/A	N/A	Intégration globale
UMNIA BANK	Maroc	40,00%	100,00%	40,00%	100,00%	Intégration globale
GHOSN ENNAKHIL	Maroc	80,00%	80,00%	80,00%	80,00%	Intégration globale
SANGHO	Maroc	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration globale
AJARINVEST	Maroc	40,00%	40,00%	40,00%	40,00%	Mise en équivalence

NOTE-R10 - IMPOTS SUR LES BENEFICES

	2020.Juin	2019.Juin
Résultat avant impôts, dépréciations sur écarts d'acquisition et résultats des sociétés MEE	30.420	242.266
Taux d'impôt théorique	37%	37%
Impôt théorique	11.255	89.638
Ecart taux mère/filiales	-5.762	-1.222
Effet différences permanentes	10.092	21.036
Retraitement de la plus value de cession des titres consolidés	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge effective d'impôts	15.586	109.452

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisée	Autres	Éliminations	Total au 2020.Juin
TOTAL BILAN	77.829.404	7.435.194	1.105.949	-2.213.343	84.157.203
Dont	-	-	-	-	-
ELEMENTS D'ACTIF					
Valeurs en caisse, banques centrales, trésor public, ccp	1.008.918	1.175	175	-	1.010.268
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	4.467.484	55.314	67.087	-1.590.825	2.999.060
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	51.640.766	6.739.729	12.316	-386.272	58.006.539
Immobilisations corporelles	1.358.230	122.487	748.271	-	2.228.988
Immobilisations incorporelles	390.592	39.929	-251	-	430.270
ELEMENTS DU PASSIF					
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	11.124.340	1.334.617	296.629	-1.469.899	11.285.687
Dettes envers la clientèle	46.890.866	1.688.869	406.724	-568.137	48.418.322
Titres de créance émis	8.068.669	2.925.782	-	-	10.994.450
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	3.554.985	133.471	-	-	3.688.456
Capitaux propres	5.358.440	355.577	-13.151	-	5.700.866

SECTEURS OPÉRATIONNELS

BILAN	Activité bancaire	Activité de financement spécialisée	Autres	Éliminations	Total au 2020.Juin
Marges d'intérêt	727.632	155.837	5.236	65	888.770
Marge sur commissions	141.089	42.644	-1.828	-18.661	163.245
Produit net bancaire	1.131.965	216.826	84.592	-30.554	1.402.828
Résultat d'exploitation	-28.739	23.064	29.981	207	24.512
Résultat net	-21.639	15.368	21.105	-	14.834
Résultat net part du groupe	14.740	11.779	19.188	-	45.706

(en milliers MAD)

NOTE-P6 - TITRES DE CRÉANCE ÉMIS				
	2019.Décembre	Augmentation	Diminution	2020.06
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	8.212.433	3.070.000	-1.671.933	9.610.500
Intérêts courus non échus / titres de créances négociables	83.786	-	-9.530	74.256
Emprunts obligataires	1.000.000	-	-	1.000.000
Intérêts courus non échus / emprunts obligataires	29.417	-	-22.764	6.653
Autres dettes représentées par un titre	355.584	-	-102.795	252.789
Intérêts courus non échus / autres dettes représentées par un titre	61.943	-	-11.691	50.252
Total	9.743.163	3.070.000	-1.818.713	10.994.450

NOTE-P13 - PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
	2019.12	Augmentation	Diminution	2020.06
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.972	100	-330	1.741
Provisions pour risques et charges	228.001	9.121	-341	236.781
Provisions pour affaires sociales	16.072	947	-2.551	14.468
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	191.974	10.669	-5.722	196.921
TOTAL	438.020	20.836	-8.945	449.911

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS	30/06/2020	31/12/2019
Engagements de financements et de garantie donnés	10.510.217	9.391.003
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	50.000	188.214
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	50.000	68.214
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	120.000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.925.222	7.697.417
Crédits documentaires import	896.825	1.209.057
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	7.121.949	5.274.825
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	906.448	1.213.535
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	459.980	386.708
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	459.980	386.708
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.075.015	1.118.665
Garanties de crédits données	1.059.849	1.106.461
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	15.166	12.204
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	7.287.460	7.097.491
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7.287.460	7.097.491
Garanties de crédits	7.287.460	7.097.491
Autres garanties reçues	-	-

Relations entre les sociétés consolidées du Groupe	
	2019.Décembre
ACTIF	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	-3.513
Prêts et créances	-1.976.954
Comptes de régularisation et autres actifs	-142.636
PASSIF	
Banques centrales, trésor public, service des chèques postaux	-
Compte de régularisation et autres passifs	-175.308
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	-
RESULTAT	
Intérêts, rémunérations et produits assimilés	-19.555
Intérêts, rémunérations et charges assimilés	19.620
Commissions (produits)	-19.615
Commissions (charges)	953
Autres	18.753

Fidarc Grant Thornton L'instinct de la croissance	COOPERS AUDIT
83, Avenue Hassan II 20199 Casablanca Maroc	83, Avenue Hassan II 20199 Casablanca Maroc
GROUPE CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER	
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2020	
<p>Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Crédit Immobilier et Hôtelier et ses filiales (Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier) comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 5 700 866, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 14 834.</p> <p>Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.</p> <p>Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états financiers consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe Crédit Immobilier et Hôtelier arrêtés au 30 juin 2020, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).</p> <p>Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe relative aux effets de la crise liée au covid-19 sur la situation intermédiaire au 30 juin 2020.</p> <p>Casablanca, le 10 septembre 2020</p> <p style="text-align: center;">Les Commissaires aux Comptes</p> <div style="display: flex; justify-content: space-between;"> <div style="width: 45%;"> <p>FIDAROC GRANT THORNTON</p> <p>FIDAROC GRANT THORNTON Membre Réseau Grant Thornton 47, Rue Alah, Casablanca, Maroc - Casablanca Tél: 0522 54 83 00 - Fax: 0522 29 66 70</p> <p>Faïçal MEKOUAR Associé</p> </div> <div style="width: 45%;"> <p>COOPERS AUDIT MAROC S.A</p> <p>COOPERS AUDIT MAROC Siège Social: 83 Avenue Hassan II Casablanca Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 2</p> <p>Abdelaziz ALMECHATT Associé</p> </div> </div>	

COMPTES SOCIAUX AU 30/06/2020

Etat A1 : Etat des principales méthodes d'évaluation appliquées

Les comptes sociaux du CIH arrêtés au 30 juin 2020 ont été établis conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

PRINCIPES GENERAUX :

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse du Crédit Immobilier et Hôtelier est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

CREANCES ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE :

Présentation générale :

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et leur objet économique :

- Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit ;
- Créances de trésorerie, crédits à l'équipement, crédit à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondant à des engagements de financement et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds. Les valeurs et suretés reçues en couverture des opérations de crédit réalisées avec la clientèle sont comptabilisées, au même titre que les garanties reçues des fonds et institutions marocains de garantie des crédits en hors bilan.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance :

Les créances en souffrance sont comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur. Le poste « autres crédits » englobe les créances en souffrance déduction faite des provisions et des agios réservés.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
Les créances en souffrance sont, selon les degrés de risque prévus à la circulaire de Bank Al Maghreb, classés en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises.

Les créances en souffrance sont, après déduction des agios réservés et des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :

- 20% pour les créances pré-douteuses ;
- 50% pour les créances douteuses ;
- 100% pour les créances compromises.

Les estimations des garanties sont effectuées pour l'essentiel en interne par les services de la Banque compte tenu de son expertise en la matière. La banque recourt de plus en plus aux rapports des expertises judiciaires et de manière ponctuelle à des experts indépendants pour l'évaluation de certains gages importants en valeur. Il est à noter que le CIH retient la valeur la plus faible lorsqu'il dispose de plusieurs estimations (estimations internes/ externes/Judiciaires).

Les créances en souffrance sont réinscrites en encours sain quand les règlements reprennent de façon régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Dès leur déclassement, les créances en souffrance donnent lieu à la constatation d'agios réservés. Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées à l'occasion d'accords transactionnels pour solde de tout compte ou à l'issue de procédures judiciaires.

Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque les créances en souffrance enregistrent une évolution favorable (remboursement total ou partiel, restructuration, apurement...) leur permettant de redevenir saines.

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par ces provisions figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque.

Les provisions constituées au titre des créances ayant fait l'objet de restructuration, ne sont reprises qu'à l'expiration du délai d'observation de six mois après la date d'échéance du premier règlement convenu.

PORTEFEUILLE DE TITRES :

Les opérations sur titres sont comptabilisées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part en fonction de leur nature et en fonction de l'intention et la durée de détention (titre de transaction, de placement, d'investissement ou de participation).

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. A leur date d'achat, les titres de placement et d'investissement sont inscrits au bilan à leur prix d'acquisition, frais et coupon inclus.

Les primes et décotes sur titres de placement et d'investissement correspondent à la différence éventuelle entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement des titres à revenu fixe. Elles font l'objet d'un étalement sur la durée de vie résiduelle des titres. L'étalement est pratiqué selon la méthode actuarielle pour les bons du Trésor.

Les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.

Les titres de placements sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values latentes sont constatées par voie de provision, tandis que les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

A leur date d'achat, les titres de participation sont comptabilisés au bilan à leur prix d'acquisition. Les plus et moins-values de cessions sur titres de participation sont enregistrées pour le montant net de l'opération de cession en « plus values ou moins values de cession sur actifs immobilisés » et en aval du résultat brut d'exploitation.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation sont inscrites à leur coût d'acquisition. Elles sont amorties selon la méthode linéaire. Par ailleurs, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amorties mais font l'objet le cas échéant de provisionnement en fonction des conclusions des rapports d'expertise externe réalisés chaque année pour un certain nombre de gages et des informations disponibles à la date de l'arrêté comptable.

DETTES A VUE ET A TERME

Les dettes envers les établissements de crédit et assimilés ainsi que sur la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

LES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste abrite les provisions qui permettent de constater l'existence de pertes et charges dont la réalisation est probable mais l'évaluation incertaine, ou qui ne font pas face à la dépréciation d'un actif identifié.

Ces provisions comprennent au 30/06/2020 une provision pour risques généraux d'un montant de 596 millions de Dirhams constituée pour faire face aux risques probables de l'activité bancaire et plus particulièrement aux risques liés à la crise sanitaire « Covid19 ».

PRISE EN COMPTE DES INTERETS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Commissions

Les produits et charges qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

COMPTES SOCIAUX AU 30/06/2020

(en milliers MAD)

BILAN SOCIAL		
Libellé	jui-20	DEC-19
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	769.409	2.179.701
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3.666.591	3.713.077
- A vue	759.621	1.804.574
- A terme	2.906.970	1.908.503
Créances sur la clientèle	48.199.253	43.581.266
- Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	10.106.810	8.831.063
- Crédits et financements participatifs à l'équipement	7.332.679	6.106.849
- Crédits et financements participatifs immobiliers	25.062.451	24.657.785
- Autres crédits et financements participatifs	5.697.312	3.985.570
Créances acquises par affacturage	1.150.674	1.259.916
Titres de transaction et de placement	9.938.022	7.697.632
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	7.631.062	6.002.824
- Autres titres de créance	566.043	532.954
- Certificats de Sukuk	-	-
- Titres de propriété	1.740.917	1.161.855
Autres actifs	1.554.438	1.075.319
Titres d'investissement	3.820.019	936.103
- Bons du Trésor et valeurs assimilées	2.629.153	663.129
- Autres titres de créance	1.190.866	272.974
- Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	2.603.952	2.484.288
- Participations dans les entreprises liées	2.168.214	2.048.550
- Autres titres de participation et emplois assimilés	435.739	435.739
- Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	440.000	440.000
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	142.638	103.497
Immobilisations corporelles	2.317.402	2.286.602
Immobilisations données en Ijara	-	-
Total de l'Actif	74.602.398	65.757.402

HORS BILAN		
Libellé	jui-20	DEC-19
ENGAGEMENTS DONNES	10.510.218	9.378.800
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	50.000	188.214
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	8.914.576	7.697.417
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	459.980	386.708
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.085.662	1.106.461
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	-	-
ENGAGEMENTS RECUS	7.285.096	7.095.127
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7.285.096	7.095.127
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	-	-

ETAT DES DEROGATIONS AU 30-06-2020

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT	NEANT

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES AU 30-06-2020

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DES CHANGEMENTS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I- Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II- Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT

BILAN SOCIAL		
Libellé	juin-20	DEC-19
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	10.041.348	5.780.068
- A vue	1.886.991	294.934
- A terme	8.154.357	5.485.134
Dépôts de la clientèle	45.407.165	41.383.367
- Comptes à vue créditeurs	24.842.348	22.934.933
- Comptes d'épargne	6.569.551	5.973.930
- Dépôts à terme	13.122.903	11.521.305
- Autres comptes créditeurs	872.363	953.200
Titres de créance émis	8.068.669	7.052.984
- Titres de créance négociables	6.801.256	5.652.386
- Emprunts obligataires	1.006.653	1.029.417
- Autres titres de créance émis	260.760	371.181
Autres passifs	1.487.538	2.170.746
Provisions pour risques et charges	809.931	653.960
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	3.554.985	3.565.908
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.344.065	1.344.065
Capital	2.832.474	2.832.474
- Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	522.430	522.430
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	451.399	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	82.395	451.399
Total du passif	74.602.398	65.757.402

CHARGE GENERALES D'EXPLOITATION

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Charges de personnel	296.792	-
Salaires et appointements	173.275	-
Primes et Gratifications	28.045	-
Autres rémunérations du personnel	31.675	-
Charges d'assurances sociales	30.678	-
Charges de retraite	17.101	-
Charges de formation	8.474	-
Autres charges de personnel	7.543	-
Impôts et taxes	15.059	-
Taxe urbaine et taxe d'équité	2.490	-
Patente	7.963	-
Taxes locales	-	-
Droits d'enregistrement	-	-
Timbres fiscaux et formules timbrées	-	-
Taxes sur les véhicules	45	-
Autres impôts et taxes, droits assimilés	4.560	-
Charges extérieures	131.895	-
Loyers de crédit-bail	21.555	-
Loyers de location simple	36.670	-
Frais d'entretien et de réparation	37.195	-
Rémunération du personnel intérimaire	-	-
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	25.011	-
Primes d'assurance	3.476	-
Frais d'actes et de contentieux	610	-
Frais électricité, eau, chauffage et combustible	7.378	-
Transport et déplacement	146.993	-
Transport et déplacement	13.065	-
Mission et réception	759	-
Publicité, publication et relations publiques	33.941	-
Frais postaux & de télécommunication	24.191	-
Frais de recherche et de documentation	3.005	-
Frais de conseil et d'assemblée	-	-
Dons et cotisations	19.786	-
Fournitures de bureau et imprimés	4.159	-
Autres charges externes	48.087	-
Autres charges d'exploitation	8.382	-
Frais préliminaires	747	-
Frais d'acquisition d'immobilisation	4.023	-
Autres charges à répartir sur plusieurs exercices	2.330	-
Pénalités et délits	-	-
Rappels d'impôts autres qu'impôts sur les résultats	-	-
Dons libéralités et lots	-	-
Subventions d'investissement et d'exploitation accordées	-	-
Charges générales d'exploitation des exercices antérieurs	183	-
Diverses autres charges générales d'exploitation	1.101	-
Dotations aux amortissement et aux provisions des immobilisations corporelles et corporelles	53.896	-
Immobilisations incorporelles d'exploitation	2.466	-
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Immobilisations corporelles d'exploitation	46.006	-
Immobilisations corporelles hors exploitation	5.424	-
Prov.p/immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles d'exploitation	-	-
Prov.p/dépréciation immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-

ETAT DES SOLDES DE GESTION

Libellé	juin-20	juin-19
+ Intérêts et produits assimilés	1.248.194	1.123.398
- Intérêts et charges assimilées	518.064	491.749
MARGE D'INTERET	730.130	631.649
+ Produits sur financements participatifs	-	-
- Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
- Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	131.083	131.717
- Commissions servies	30.070	22.938
Marge sur commissions	101.013	108.780
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	130.058	90.776
+ Résultat des opérations sur titres de placement	-2.214	1.899
+ Résultat des opérations de change	95.054	56.390
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	-	-
Résultat des opérations de marché	222.898	149.065
+ Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	124.608	136.356
- Diverses autres charges bancaires	46.600	38.911
PRODUIT NET BANCAIRE	1.132.049	986.938
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-100	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	3.238	11.049
- Autres charges d'exploitation non bancaire	-	24
- Charges générales d'exploitation	653.017	574.200
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	482.171	423.763
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffr	-147.888	-172.382
+ Autres dotations nettes de reprises aux provisions	-156.202	24.929
RESULTAT COURANT	178.082	276.310
RESULTAT NON COURANT	-6.948	-17.542
- Impôts sur les résultats	88.739	58.378
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	82.395	200.390

Libellé	jui-20	jui-19
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	82.395	200.390
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	53.896	61.721
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	100	-
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	168.813	1.276
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	13.459	34.226
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	1.946	7.382
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	24
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	5.305
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	289.798	227.109
- Bénéfices distribués	-	372.513
AUTOFINANCEMENT	289.798	-145.405

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

	jui-20	jui-19	jui-18
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	5.232.763	3.383.629	4.358.380
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	1.132.049	986.938	948.350
2- Résultat avant impôts	171.134	258.768	388.608
3- Impôts sur les résultats	88.739	58.378	116.860
4- Bénéfices distribués	0	372.513	425.729
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	451.399	-	-
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action ou part sociale	3	8	10
Bénéfice distribué par action ou part sociale	14	14	16
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	296.792	280.237	248.982
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	-	-	-

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Libellé	jui-20	déc-19
Produits d'exploitation bancaire perçus	1.769.892	3.094.106
Récupérations sur créances amorties	1.613	27.110
Produits d'exploitation non bancaire perçus	1.292	16.738
Charges d'exploitation bancaire versées	-729.910	-1.203.381
Charges d'exploitation non bancaire versées	-6.948	-41.162
Charges générales d'exploitation versées	-599.121	-1.045.403
Impôts sur les résultats versés	-88.739	-186.338
Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	348.078	661.669
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	46.485	-1.011.754
Créances sur la clientèle	-4.657.691	-5.353.239
Titres de transaction et de placement	-2.242.656	-926.484
Autres actifs	-479.119	-167.013
Titres Moudaraba et Moucharaka	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.261.280	454.039
Dépôts de la clientèle	4.023.798	6.972.029
Titres de créance émis	1.015.685	-597.649
Autres passifs	-683.209	1.016.894
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	1.284.573	386.824
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	1.632.652	1.048.493
Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	7.194	680.997
Acquisition d'immobilisations financières	-2.982.130	-635.100
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-161.557	-579.760
Intérêts perçus	-	-
Dividendes perçus	93.549	103.026
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-3.042.945	-430.838
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
Emission de dettes subordonnées	-	-
Emission d'actions	-	497.829
Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
Intérêts versés	-	-
Dividendes versés	-	-372.513
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-	125.316
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	-1.410.293	742.971
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2.179.701	1.436.730
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	769.409	2.179.701

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Libellé	juin-20	juin-19
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1.863.528	1.580.923
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	35.009	34.006
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.174.502	1.069.990
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	38.683	19.402
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuk	104.948	114.474
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	123.325	126.166
Autres produits bancaires	387.061	216.885
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	731.478	593.985
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	74.292	30.164
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	327.362	328.589
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	116.410	132.997
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	213.414	102.236
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	1.132.049	986.938
Produits d'exploitation non bancaire	3.238	11.049
Charges d'exploitation non bancaire	-	5.329
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	653.017	574.200
Charges de personnel	296.792	280.237
Impôts et taxes	15.059	9.806
Charges externes	278.888	211.933
Autres charges générales d'exploitation	8.382	10.505
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	53.896	61.721
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	382.651	290.763
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	209.542	270.276
Pertes sur créances irrécouvrables	785	15.231
Autres dotations aux provisions	172.323	5.257
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	78.461	148.615
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	60.827	105.198
Récupérations sur créances amorties	1.613	7.927
Autres reprises de provisions	16.022	35.490
RESULTAT COURANT	178.082	276.310
Produits non courants	0	36
Charges non courantes	6.948	17.578
RESULTAT AVANT IMPOTS	171.134	258.768
Impôts sur les résultats	88.739	58.378
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	82.395	200.390

[en milliers MAD]

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al Maghrib, Trésor public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	19.654	-	61.068	633.433	714.155	1.963.849
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	499.903	-	499.903	299.960
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	499.903	-	499.903	299.960
PRETS DE TRESORERIE	-	1.501.319	-	-	1.501.319	2.534.617
- à terme	-	48.598	-	-	48.598	1.168.143
- au jour le jour	-	1.452.721	-	-	1.452.721	1.366.474
PRETS FINANCIERS	-	-	947.453	-	947.453	240.276
CREANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	7.442
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	244	2.792	723	3.759	1.713
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	3	-	3	-
TOTAL	19.654	1.501.563	1.511.219	634.156	3.666.592	5.047.858

CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRESORERIE	-	229.696	8.211.268	159.167	8.600.131	7.373.887
- Comptes à vue débiteurs	-	1	2.823.582	57.671	2.881.254	2.044.273
- Créances commerciales sur le Maroc	-	1.276	679.597	-	680.873	739.304
- Crédits à l'exportation	-	4.658	8.321	24.887	37.866	56.654
- Autres crédits de trésorerie	-	223.761	4.699.768	76.609	5.000.138	4.533.656
- Autres financements participatifs de trésorerie	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION	-	-	5	1.456.372	1.456.377	1.424.396
- Crédits à la consommation	-	-	5	1.456.372	1.456.377	1.424.396
- Mourabaha à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à la consommation	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A L'EQUIPEMENT	192.500	218.410	6.469.342	357.330	7.237.582	6.053.996
- Crédits à l'équipement	192.500	218.410	6.469.342	357.330	7.237.582	6.053.996
- Mourabaha à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs à l'équipement	-	-	-	-	-	-
CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS	-	235.000	8.245.716	16.575.855	25.056.571	24.654.583
- Crédits immobiliers	-	235.000	8.245.716	16.575.855	25.056.571	24.654.583
- Mourabaha immobilière	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs immobiliers	-	-	-	-	-	-
AUTRES CREDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	2.652.533	1.040.755	55.142	3.748.430	2.314.465
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1.102.498	-	39.245	-	1.141.743	1.252.776
INTERETS COURUS A RECEVOIR	8.931	1.370	113.065	38.194	161.560	98.239
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	394.103	1.553.430	1.947.533	1.668.840
- Créances pré-douteuses	-	-	71.261	443.064	514.325	342.622
- Créances douteuses	-	-	54.983	184.634	239.617	204.775
- Créances compromises	-	-	267.859	925.732	1.193.591	1.121.443
TOTAL	1.303.929	3.337.009	24.513.499	20.195.491	49.349.927	44.841.182

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	-	-	-	61	61	65
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	61	61	65
TITRES NON COTES	-	10.522.615	2.537.723	663.769	13.724.107	8.611.673
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	9.737.238	500.368	-	10.237.606	6.652.565
OBLIGATIONS	-	785.377	73.294	599.617	1.458.288	335.807
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	290.974	-	290.974	466.254
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	1.673.087	64.151	1.737.238	1.157.048
ICNE	-	24.316	4.937	4.620	33.873	22.087
TOTAL	-	10.546.931	2.542.660	668.450	13.758.041	8.633.826

DETTES SUBORDONNEES

Rubriques	Montant global	Non apparentés	Apparentes				EXERCICE 2020	EXERCICE 2019
			Ets. de cré. & Assim.	Eses financières	Eses non financières	Autres apparentés		
Dettes subordonnées	3.500.000	-	3.500.000	-	-	-	3.500.000	3.500.000
Dettes subordonnées à durée déterminée	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	3.000.000	-	3.000.000	-	-	-	3.000.000	3.000.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées à durée indéterminée	500.000	-	500.000	-	-	-	500.000	500.000
Titres subordonnées à durée déterminée	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès des établissements de crédit	400.000	-	400.000	-	-	-	400.000	400.000
Emprunts subordonnées à durée déterminée auprès de la clientèle	100.000	-	100.000	-	-	-	100.000	100.000
Intérêts courus à payer	54.985	-	54.985	-	-	-	54.985	65.988

(en milliers MAD)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Instruments optionnels	-	-
Opérations diverses sur titres(débiteur)	26.911	-
Sommes réglées à récupérer auprès des émetteurs	-	-
Autres comptes de règlement relatif aux opérations sur titres	26.911	-
Débiteurs divers	601.295	-
- Sommes dues par l'Etat	572.510	-
- Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
- Sommes diverses dues par le personnel	687	-
- Comptes clients de prestations non bancaire	-	-
- Divers autres débiteurs	28.098	-
Valeurs et emplois divers	-	-
- Valeurs et emplois divers	-	-
Comptes d'ajustement de hors bilan(débiteur)	30.827	-
Comptes d'écart sur devises et titres(débiteur)	-	-
Pertes potentielles sur opérations de couverture non dénouées	-	-
Pertes à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	48.956	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (débiteur)	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	518.842	-
- Produits à recevoir	323.002	-
- Charges constatées d'avance	195.840	-
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	339.610	-
Créances en souffrance sur opérations diverses	71.109	-
Provisions pour créances en souffrance sur opérations diverses	-83.112	-
TOTAL	1.554.438	-

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

RUBRIQUE	MONTANT
Instruments optionnels vendus	-
Comptes de règlement d'Opérations sur titres	95
Dettes sur titres	47.402
Versement à effectuer sur titres non libérés	-
Provisions pour service financier aux émetteurs	-
Sommes réglées par la clientèle à reverser aux émetteurs	-
Créditeurs divers	537.074
- Sommes dues à l'Etat	362.030
- Sommes dues aux organismes de prévoyance	35.488
- Sommes diverses dues aux actionnaires et associés.	241
- Sommes dues au personnel	15.696
- Fournisseurs de biens et service	56.376
- Divers autres Créditeurs	67.243
Comptes d'ajustement de hors bilan	16.683
Comptes d'écart sur devises et titres	-
Gains potentiels sur opérations de couverture non dénouées	-
Gains à étaler sur opérations de couvertures dénouées	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc (créditeur)	3.249
Charges à payer et produits constatés d'avance	247.646
- Charges à payer	234.228
- Produits constatés d'avance	13.418
Comptes transitoires ou d'attente créditeurs	635.388
TOTAL	1.487.537

SITUATION DES PARTICIPATIONS

Titre	Capital Social	VN	Actions détenus en nombre	Actions détenus en %	Situation au 30 Juin 2020			Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au CPC de l'exercice
					Montant	Provisions	Montant Net des provisions	Date de clôture de l'exercice	Situation Nette	Résultat Net	
PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIEES			10.783.029	-	2.218.312	170.100	2.168.212				73.683
MAROCLEASING	277.677	100	944.417	34,01%	519.341	-	519.341	31/12/2018	469.375	72.141	-
SOFAC	193.200	100	1.281.010	66,30%	454.861	-	454.861	31/12/2018	377.324	105.241	51.983
Umnia BANK	900.000	100	3.600.000	40,00%	360.000	120.000	360.000	31/12/2018	394.944	-124.239	-
MAGHREB TITRISATION	5.000	100	12.167	24,33%	1.217	-	1.217	31/12/2018	7.703	-378	-
PALM-BAY	100.000	1.000	85.000	85,00%	10.000	10.000	-	-	-	-	-
LE TIVOLI	44.462	100	397.303	89,36%	107.586	40.000	67.586	31/12/2018	15.149	-4.266	-
RHOSN ENNAKHIL	400	100	3.200	80,00%	320	-	320	31/12/2018	-48	-448	-
RHOSN ENNAKHIL DOTATION DIVERSES	-	-	-	-	56.406	-	56.406	-	-	-	-
CIH COURTAGE	1.000	100	10.000	100,00%	1.000	-	1.000	31/12/2018	22.054	21.005	21.700
SANGHO	494	100	4.940	100,00%	253.831	-	253.831	31/12/2018	9.922	5.915	-
LANA CASH	10.000	100	99.994	99,99%	9.999	-	9.999	-	-	-	-
HMST (Ex SCI NATHALIE)	100	100	1.000	100,00%	100	100	-	31/12/2018	-16.190	-376	-
CIH PATRIMMO	434.400	100	4.343.998	100,00%	443.650	-	443.650	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES			6.301.975		581.881	146.143	435.738		2.027.699	336.138	21.069
ATLANTA	601.904	10	6.019.844	10,00%	409.372	-	409.372	31/12/2018	966.995	221.006	21.069
AJARINVEST	7.000	100	28.000	40,00%	2.800	-	2.800	31/12/2018	7.230	-4.451	-
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	98.200	100	70.000	7,13%	7.000	-	7.000	31/12/2016	182.731	83.632	-
L'IMMOBILIERE INTERBANCAIRE	19.000	100	12.670	6,67%	1.267	-	1.267	31/12/2014	21.519	216	-
INTERBANK	11.500	100	6.899	6,00%	690	-	690	31/12/2014	12.489	140	-
SGFG	1.000	100	588	5,88%	59	-	59	31/12/2017	2.423	852	-
SBVC casablanca	387.518	100	116.256	3,00%	11.765	-	11.765	31/12/2017	452.574	28.253	-
MAROCLEAR	100.000	5.000	275	1,38%	275	-	275	31/12/2017	116.876	8.438	-
DAR AD-DAMANE	75.000	250	2.000	0,67%	500	-	500	-	-	-	-
FONDS DE GARANTIE DE DAR ADDAMANE	-	-	-	0,00%	750	750	-	-	-	-	-
SIDI IFNI	100	100	200	20,00%	20	20	-	-	-	-	-
SIDETSA	6.100	100	9.150	15,00%	915	915	-	-	-	-	-
SUD LUXE	300	100	450	15,00%	45	45	-	-	-	-	-
IMEG C/C	2.100	100	3.000	14,29%	300	300	-	-	-	-	-
SICOPAR	37.000	500	7.423	10,03%	3.737	3.737	-	-	-	-	-
IDMAJ SAKANE	20.000	100	20.000	10,00%	2.000	-	2.000	31/12/2014	48.314	3.014	-
SED FES	10.000	100	5.000	5,00%	375	375	-	-	-	-	-
SMIT	100.000	100	219	0,02%	10	-	10	31/12/2014	216.548	-4.961	-
ADER-FES	35.000	100	1	0,00%	0	0	-	-	-	-	-
NEW SALAM	215.000	100	-	65,12%	140.000	140.000	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUCHARAKA											
Moucharaka fixe	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moucharaka dégressive	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TITRES DE MOUDARABA											
Moudaraba restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Moudaraba non restreinte	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL			17.085.004	-	2.800.193	316.243	2.603.950		3.307.932	410.731	94.753

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut au début de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	288.555	41.607	2.478	327.683	185.057	2.466	-	185.046	142.638
- Droit au bail	75.843	1.500	-	77.343	100	-	-	100	77.243
- Immobilisations en recherche et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	204.746	40.107	2.478	242.375	178.279	2.466	-	180.746	61.629
- Immobilisations incorporelles hors exploitation	7.965	-	-	7.965	4.200	-	-	4.200	3.765
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1.871.128	97.185	44.116	1.924.197	794.613	46.006	20.324	822.772	1.101.425
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	791.103	59.386	-	850.489	225.329	13.237	-	238.567	611.923
Terrain d'exploitation	89.876	30.000	-	119.876	-	-	-	-	119.876
Immeubles d'exploitation, Bureaux	700.411	29.386	-	729.798	224.514	13.237	-	237.752	492.046
Immeubles d'exploitation, Logements de fonction	815	-	-	815	815	-	-	815	-
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	381.210	8.918	20.456	369.671	248.602	15.587	20.324	246.343	123.329
Mobiliers de bureau d'exploitation	62.067	3.288	1.534	63.821	37.598	1.874	1.432	38.041	25.780
Matériel de bureau d'exploitation	41.464	44	2.852	38.655	25.480	1.834	2.829	24.486	14.169
Matériel informatique	257.857	3.539	14.469	246.928	172.923	10.379	14.463	168.838	78.090
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	6.837	1.208	1.346	6.699	5.322	366	1.346	4.342	2.357
Autres matériels d'exploitation	12.984	839	255	13.568	9.756	1.134	255	10.635	2.933
- AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES D'EXPLOITATION	698.816	28.881	23.660	704.037	320.682	17.181	-	337.863	366.174
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITATION	1.377.775	16.383	5.153	1.389.005	170.682	5.424	38	176.068	1.212.936
Terrains hors exploitation	501.347	-	616	500.731	11.300	-	-	11.300	489.431
Immeubles hors exploitation	787.200	15.891	4.499	798.592	126.316	3.140	-	129.456	669.137
Mobiliers et matériel hors exploitation	34.065	34	38	34.061	18.014	1.472	38	19.449	14.613
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	55.163	458	-	55.620	15.053	812	-	15.864	39.756
- ECART DE FUSION ACTIF	2.994	-	-	2.994	-	-	-	-	2.994
TOTAL	3.540.452	155.175	51.748	3.643.879	1.150.352	53.896	20.362	1.183.886	2.459.993

TABLEAU DES PLUS ET MOINS VALUES / CESSIONS DES IMMOBILISATIONS

Immobilisation	valeur comptable brute	Cumul des amortissements et/ou des provisions pour dépréciation	Valeur comptable nette	Prouduit de la cession	Plus-value de cession	Moins-value de cession
Immobilisation corporelles hors exploitation	6.886	6.754	132	492	360	-
Immobilisation incorporelles hors exploitation	13.657	13.657	-	-	-	-
Immobilisation corporelles d'exploitation	1.626	-	1.626	1.795	169	-
Immobilisation incorporelles d'exploitation	3.489	-	3.489	4.907	1.417	-
TOTAL	25.658	20.411	5.248	7.194	1.946	-

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 30/06/20	Total 31/12/19
	Bank AL-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	-	84.754	18.947	103.701	112.060
VALEURS DONNEES EN PENSION	6.016.066	500.662	-	-	6.516.728	5.442.569
- au jour le jour	-	500.662	-	-	500.662	52.789
- à terme	6.016.066	-	-	-	6.016.066	5.389.780
EMPRUNTS DE TRESORERIE	1.125.000	1.003.171	570.000	-	2.698.171	50.000
- au jour le jour	-	600.000	570.000	-	1.170.000	50.000
- à terme	1.125.000	403.171	-	-	1.528.171	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	605.226	-	-	605.226	92.040
DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-	-	-	-	-
- Mourabaha	-	-	-	-	-	-
- Salam	-	-	-	-	-	-
- Autres financements participatifs	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES (y compris Hamish Al Jiddiyah)	-	112.559	-	-	112.559	80.078
INTERETS COURUS A PAYER	2.464	614	1.885	-	4.963	3.320
TOTAL	7.143.530	2.222.232	656.639	18.947	10.041.348	5.780.067

DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	-	141.056	5.598.267	19.103.025	24.842.348	22.934.923
COMPTES D'EPARGNE	-	-	1.640	6.567.911	6.569.551	5.973.930
DEPOTS A TERME	2.500	1.869.949	2.507.673	8.603.918	12.984.040	11.011.989
AUTRES COMPTES CREDITEURS	466	21.628	170.033	680.702	872.829	1.300.792
INTERETS COURUS A PAYER	-	20.902	27.307	93.693	141.902	161.734
TOTAL	2.966	2.053.535	8.304.920	35.049.249	45.407.165	41.383.367

PROVISIONS

PROVISIONS	Stock au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Stock au 30/06/2020
PROVISIONS, DEDUITES DE L'ACTIF, SUR:	2.074.642	211.895	60.584	2.225.953
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	20	-	-	20
Créances sur la clientèle	1.732.010	209.442	60.496	1.880.956
Titres de placement et d'investissement	91	2.353	88	2.356
Titres de participation et emplois assimilés	196.142	100	-	196.242
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-
Autres actifs	146.378	-	-	146.378
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	653.962	172.324	16.352	809.934
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1.972	100	330	1.742
Provisions pour risques de change	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	440.675	168.813	13.459	596.029
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	211.316	3.411	2.563	212.164
Provisions réglementées	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	2.728.604	384.219	76.936	3.035.887

CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2019	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2020
Ecarts de réévaluation	-	-	-	-
Réserves et primes liées au capital	1.344.065	22.570	-	1.366.635
Réserve légale	233.710	22.570	-	256.280
Autres réserves (*)	-	-	-	-
Primes d'émission, de fusion et d'apport	1.110.356	-	-	1.110.356
Capital	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital appelé	2.832.474	-	-	2.832.474
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-	-	-
Actionnaires. Capital non versé	-	-	-	-
Report à nouveau (+/-)	522.430	-522.430	554.713	554.713
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-	451.399	451.399
Résultat net de l'exercice (+/-)	451.399	-451.399	82	82
TOTAL GENERAL	5.150.368	-951.259	1.006.194	5.205.303

(en milliers MAD)

TITRES DE CREANCES EMIS AU 30/06/2020

NATURE	DATE	TX %	Nature du taux	Fréquence de révision	Prime de risque	Durée (en années)	Mode de remboursement	Ech Finale	Montant Emis	Montant Non amorti	ICNE	CRD + ICNE
Obligations ordinaires non garanties	08/05/2012	3,23	Taux révisable	Annuelle	0,92%	10	InFine	08/05/2022	385.000	385.000	1.831	386.831
Obligations ordinaires non garanties	08/05/2012	5,3	Taux normal	-	-	10	InFine	08/05/2022	615.000	615.000	4.822	619.822
Obligations subordonnées	09/01/2015	3,36	Taux révisable	Annuelle	0,90%	10	InFine	09/01/2025	320.200	320.200	4.937	325.137
Obligations subordonnées	09/01/2015	4,75	Taux normal	-	-	10	InFine	09/01/2025	679.800	679.800	15.351	695.151
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,01	Taux révisable	Annuelle	0,70%	10	InFine	15/12/2026	960.600	960.600	15.983	976.583
Obligations subordonnées	15/12/2016	3,82	Taux normal	-	-	10	InFine	15/12/2026	39.400	39.400	818	40.218
Obligations subordonnées	18/05/2018	2,97	Taux révisable	Annuelle	0,65%	10	InFine	18/05/2028	500.000	500.000	1.754	501.754
Obligations subordonnées	18/05/2018	4,02	Taux normal	-	-	10	InFine	18/05/2028	500.000	500.000	2.423	502.423
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	4,96	Taux révisable	Annuelle	2,65%	-	Perpétuel	Perpétuelle	350.000	350.000	8.969	358.969
Obligations subordonnées perpétuelles	28/12/2018	6,23	Taux révisable	Tous les 10 ans	2,85%	-	Perpétuel	Perpétuelle	150.000	150.000	4.749	154.749
SOUS TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES									4.500.000	4.500.000	61.638	4.561.638
BHBM	02/09/2002	6,94	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	02/09/2020	130.770	12.104	695	12.799
BHBM	17/01/2004	5,89	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	17/01/2022	160.000	16.819	449	17.268
BHBM	20/01/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	20/01/2022	381.400	63.915	1.660	65.575
BHBM	10/04/2004	5,83	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	10/04/2022	250.000	25.135	329	25.465
BHBM	13/03/2005	5,49	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	13/03/2023	370.000	59.940	992	60.932
BHBM	13/07/2005	5,31	Taux fixe	-	-	18	Annuité constante	13/07/2023	242.700	74.875	3.846	78.721
SOUS TOTAL BONS HBM A LONG TERME									1.534.870	252.789	7.971	260.760
CDN	20/01/2017	3,15	Taux fixe	-	-	4	InFine	20/01/2021	30.000	30.000	421	30.421
CDN	20/01/2017	3,3	Taux fixe	-	-	5	InFine	20/01/2022	30.000	30.000	441	30.441
CDN	25/04/2017	3,3	Taux fixe	-	-	5	InFine	25/04/2022	600.000	600.000	3.635	603.635
CDN	05/05/2017	3,33	Taux fixe	-	-	5	InFine	05/05/2022	300.000	300.000	1.560	301.560
CDN	25/05/2017	3,1	Taux fixe	-	-	4	InFine	25/05/2021	300.000	300.000	943	300.943
CDN	30/06/2017	3,15	Taux fixe	-	-	4	InFine	30/06/2021	420.000	420.000	36	420.036
CDN	28/09/2017	3,3	Taux fixe	-	-	5	InFine	28/09/2022	605.000	605.000	15.110	620.110
CDN	13/11/2017	2,85	Taux fixe	-	-	3	InFine	13/11/2020	312.000	312.000	5.612	317.612
CDN	31/07/2019	2,56	Taux fixe	-	-	1	InFine	01/10/2020	599.800	599.800	14.096	613.896
CDN	31/07/2019	2,56	Taux fixe	-	-	1	InFine	02/11/2020	400.000	400.000	9.401	409.401
CDN	31/07/2019	2,57	Taux fixe	-	-	1	InFine	01/12/2020	600.200	600.200	14.161	614.361
CDN	30/04/2020	2,41	Taux fixe	-	-	0	InFine	03/09/2020	480.000	480.000	1.992	481.992
CDN	18/05/2020	2,38	Taux fixe	-	-	0	InFine	16/11/2020	150.000	150.000	436	150.436
CDN	18/05/2020	2,48	Taux fixe	-	-	1	InFine	17/05/2021	81.000	81.000	246	81.246
CDN	18/05/2020	2,63	Taux fixe	-	-	2	InFine	18/05/2022	634.000	634.000	2.010	636.010
CDN	18/05/2020	2,63	Taux révisable	Annuelle	-	5	InFine	18/05/2025	235.000	235.000	755	235.755
CDN	18/05/2020	2,97	Taux révisable	Annuelle	-	5	InFine	18/05/2025	950.000	950.000	3.401	953.401
SOUS TOTAL CERTIFICATS DE DEPOT									6.727.000	6.727.000	74.256	6.801.256
TOTAL GENERAL									12.761.870	11.479.789	143.865	11.623.654

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	8.050.625	8.050.625	7.869.700	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	7.631.085	7.631.085	7.455.700	-	-	-
OBLIGATIONS	128.505	128.505	126.800	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	290.974	290.974	287.200	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	61	61	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	1.884.595	1.923.847	145.000	163	2.353	2.357
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	145.000	145.122	145.000	122	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1.739.595	1.778.725	-	42	2.353	2.357
TITRES D'INVESTISSEMENT	3.791.304	3.860.702	2.534.000	66.628	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2.606.521	2.673.149	2.534.000	66.628	-	-
OBLIGATIONS	1.184.783	1.187.552	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Nom et prénom ou dénomination sociale	Adresse personnelle ou du siège social	Activité	Nbre d'actions ou de parts sociales détenues	Pourcentage du capital détenu	Pourcentage des droits de vote détenu
A - ACTIONNAIRES MAROCAINS					
Massira Capital Management	Place My Hassan B.P 408 Rabat	HOLDING	17.530.419	61,89%	61,89%
Groupe Holmarcom	-	-	3.359.128	11,94%	11,98%
HOLMARCOM	20, rue Mostafa El Maâni, CP : 20080, Casablanca	ASSURANCES	35.525	0,14%	0,14%
ATLANTA	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	ASSURANCES	1.661.003	5,86%	5,86%
SANAD	181 Bd d'anfa., Casablanca, 20000	HOLDING	1.694.808	5,98%	5,98%
RCAR	Avenue Annakhil, Rabat 10100	-	1.246.608	4,40%	4,40%
FLOTTANT EN BOURSE	-	-	4.453.861	15,72%	15,72%
Total	-	-	28.324.735	100%	100%

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes		Montants en milliers de DH	
	31/12/2019	30/06/2020	31/12/2019	30/06/2020
Titres dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	36	36	7.016.224	7.412.008
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

ÉVOLUTION DES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE

1 ^{er} semestre 2020	2 ^{ème} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2019
1.132.049	1.616.857	1.580.923

CREANCES SUBORDONNEE

Rubriques	Montant global	Apparentes				Exercice 2020	Exercice 2019
		Ets. De cred. & Assim.	Eses financière	Eses non financière	Autres apparentes		
Créances subordonnées	440.000	440.000	-	-	-	440.000	260.000
Titres subordonnés des établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-	-	-
Titres subordonnés de la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Prêts subordonnés aux établissements de crédits et assimilés	440.000	440.000	-	-	-	440.000	260.000
Prêts subordonnés à la clientèle	-	-	-	-	-	-	-
Créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-
Agios réservés sur créances subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
(-) Provisions pour créances subordonnées en souffrance	-	-	-	-	-	-	-

(en milliers MAD)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE		
ENGAGEMENTS	30/06/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	10.510.217	9.391.003
Engagements de financement en faveur d'établissement de crédit et assimilés	50.000	188.214
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	50.000	68.214
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	120.000
Engagements de financement en faveur de la clientèle	8.925.222	7.697.417
Crédits documentaires import	896.825	1.209.057
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	7.121.949	5.274.825
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	906.448	1.213.535
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	459.980	386.708
Crédits documentaires export confirmés	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	459.980	386.708
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	1.075.015	1.118.665
Garanties de crédits données	1.059.849	1.106.461
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
Autres cautions et garanties donnés	-	-
Engagements en souffrance	15.166	12.204
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	7.287.460	7.097.491
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	7.287.460	7.097.491
Garanties de crédits	7.287.460	7.097.491
Autres garanties reçues	-	-

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES		
	Opérations de couverture	Autres opérations
Opérations de change à terme	-	-
Devises à recevoir	1.033.782	-
Dirhams à livrer	791.950	-
Devises à livrer	5.970.444	-
Dirhams à recevoir	5.739.305	-
Dont swaps financiers de devises	2.155.336	-
Engagements sur produits dérivés	-	-
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-

ETATS NEANTS	
Code Etat	APPELATION
B08	IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
B15	SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE
B19	ENGAGEMENTS SUR TITRES
	PASSIF EVENTUEL
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS PLACES
	DEPOTS D'INVESTISSEMENTS NON RESTREINTS RECUS
	DETTES ENVERS LA CLIENTELE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS
	TABEAU DES MARGES CONSTATEES D'AVANCE SUR MOURABAHA
	IMMOBILISATIONS DONNEES EN IJARA
	TABEAU DE VARIATION DES BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS
	ACTIFS ET PASSIFS DE LA FENETRE PARTICIPATIVE
	COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENETRE PARTICIPATIVE

EFFECTIFS		
EFFECTIFS (En Nombre)	30/06/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés		
Effectifs utilisés		
Effectifs équivalent plein temps	2044	2044
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	596	585
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	1448	1459
Cadres (équivalent plein temps)	1496	1484
Employés (équivalent plein temps)	548	560

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE (RISQUES > 10% FP)

Nombre de bénéficiaires	Montant brut global des risques	Dont crédits par décaissement	crédits par signature (de financement et de garantie données)	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire	Risque net après application des techniques ARC et déductions
6	5.491	4.276	701	513	5.325

ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE

ORIGINE	MONTANT	AFFECTATION	MONTANT
A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	-	B. AFFECTATION DES RESULTATS	-
. Report à nouveau	522.430	. Réserve légale	22.570
	-	. Autres réserves (FACULTATIVE)	-
. Résultats net de l'exercice	451.399	. Tantième	-
. Prélèvements sur les réserves	-	. Dividendes	396.546
. Autres Prélèvements	-	. Autres affectations	-
	-	. Report à nouveau	554.713
TOTAL A	973.829	TOTAL B	973.829

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1) 30 Juin 2020

. Date d'établissement des états de synthèse (2) Juillet 2020

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET

EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	Favorables
	Néant
	Défavorables
	Néant

[en milliers MAD]

VENTILATION DE L'ACTIF, PASSIF ET HORS BILAN EN MONNAIES ETRANGERES

DESIGNATION	MONTANT
ACTIF :	-
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	50.385
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	2.025.311
Créances sur la clientèle	3.237.946
Autres actifs	-
Titres	1.190.866
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
TOTAL ACTIF	6.504.508
PASSIF:	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1.004.434
Dépôts de la clientèle	146.494
Autres passifs	-
TOTAL PASSIF	-
HORS-BILAN:	-
ENGAGEMENTS DONNES	23.931
ENGAGEMENTS RECUS	-

COMMISSIONS RECUES ET VERSEES

RUBRIQUE	COMMISSIONS		COMMENTAIRE
	E. CREDIT	CLIENTELE	
COMMISSIONS RECUS	2	123.326	-
Commissions sur fonctionnement de compte	-	20.701	-
Commissions sur moyens de paiement	-	69.107	-
Commissions sur opérations de titres	-	3	-
Commissions sur titres en gestion/en dépôt	-	3.167	-
Commissions sur prestations de service sur crédit	-	12.959	-
Produits sur activités de conseil et d'assistance	-	10.247	-
Autres produits sur prestations de service	-	7.142	-
Commissions sur moyens de paiement	-	-	-
Commissions de placement sur le marché primaire	-	-	-
Commissions de garantie sur le marché primaire	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	2	-	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-	-
Commissions sur opérations de change billet	-	-	-
COMMISSIONS VERSEES	-	28.188	-
Charges sur moyens de paiement	-	28.170	-
Commissions sur achat et vente de titres	-	-	-
Commissions sur droits de garde de titres	-	-	-
Commissions et courtages sur opérations de marché	-	-	-
Commissions sur engagements sur titres	-	-	-
Commissions sur produits dérivés	-	18	-
Commissions sur opérations de change virement	-	-	-
Commissions sur opérations de change billets	-	-	-

MARGE D'INTERET

Libellé	30/06/2020	30/06/2019
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1.174.502	1.069.990
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	35.009	34.006
Intérêts et produits assimilés sur titres de créances	38.683	19.402
Total intérêts et produits assimilés	1.248.194	1.123.398
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	327.362	328.589
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	74.292	30.164
Intérêts et charges assimilés sur titres de créances	116.410	132.997
Total intérêts et charges assimilés	518.064	491.749
Marge d'intérêts	730.130	631.649

DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRÈS IMPOTS

I. DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges	178.082
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	175.710
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	107.008
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	246.784
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	91.310
. Résultat courant après impôts (=)	86.772

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

Néant

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Produits sur titres de placement (de propriété)	11.010	-
- Dividendes sur titres OPCVM	-	-
- Dividendes sur autres titres de propriétés	-	-
- Autres produits sur titres de propriété	11.010	-
Produits sur titres de participation et emplois assimilés	93.549	-
- Dividendes sur titres de participation	19.865	-
- Dividendes sur participations liées	51.983	-
- Autres produits sur titres de propriété	21.700	-

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Gains sur titres de transaction	203.637	-
Perte sur titres de transaction	73.579	-
Résultat sur titres de transaction	130.058	-
Plus-values de cession sur titres de placement	139	-
Moins-values de cession sur titres de placement	2.353	-
Résultat sur titres de placement	-2.214	-
Produits sur engagement sur titres	-	-
Charges sur engagement sur titres	-	-
Résultat sur engagements sur titres	-	-
Produits sur engagement sur produits dérivés	-	-
Charges sur engagement sur produits dérivés	-	-
Résultat sur engagements sur produits dérivés	-	-
Produits sur opérations de change	155.866	-
Charges sur opérations de change	60.812	-
Résultat sur opérations de change	95.054	-

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

1. VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité bancaire	1.132.049	482.171	171.134
- Autres activités	-	-	-
TOTAL	1.132.049	482.171	171.134

2. VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	1.132.049	482.171	171.134
- Autres zones	-	-	-
TOTAL	1.132.049	482.171	171.134

TABLEAU DE PASSAGE RC AU RF

Résultat Brut Avant Impôt		171.134
Réintégrations	A + B	175.710
Pénalités et majorations fiscales DGI, OC, autres		122
Autres		480
A Total réintégrations 1		602
Diverses autres provisions PRG		168.813
Impôt contribution cohésion sociale		6.295
B Total réintégrations 2 provisions autres que CES		175.108
Déductions	C + D	107.008
Produits des participations		93.549
Autres revenus titres de propriétés activité portefeuille		-
C Total déductions 1		93.549
Reprises provisions sur CES		0
Autres reprises provisions Covid		9.459
Reprises sur PRG		4.000
D Total déductions 2		13.459
Résultat Brut Fiscal	I + II - III	239.836
Reports Déficitaires antérieurs		
Amortissements fiscalement différés		
Déficit exploitation reportable		
Résultat Net Fiscal	IV - V	239.836
IS Brut avant imputation credit CM	VI * %IS	88.739
Credit Cotisation minimale		0
IS de l'exercice	VII - VIII	88.739
Résultat Net	I - IX	82.395

(en milliers MAD)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Autres produits bancaires	19.748	-
Divers autres produits bancaires	19.661	-
Quote-part sur opérations bancaires faite en commun	-	-
Produits des exercices antérieurs	-	-
Divers autres produits bancaires	19.661	-
Reprise de provisions pour dépréciation des titres de placement	87	-
Autres charges bancaires	50.835	-
Divers charges sur titres de propriété	-	-
Frais d'émission des emprunts	-	-
Autres charges sur opérations sur titres	-	-
Autres sur prestations de services	1.882	-
Divers autres charges bancaires	46.600	-
Quote-part sur opérations d'exploitation bancaires	-	-
Cotisation au fonds de garantie des déposants	37.365	-
Produits récédés	-	-
Charges des exercices antérieurs	3	-
Divers autres charges bancaires	9.232	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	2.353	-
Produits d'exploitation non bancaires	3.239	-
Produits sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Plus-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	1.946	-
Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même	-	-
Produits accessoires	1.290	-
Subventions reçues	-	-
Autres produits d'exploitation non bancaires	3	-
Charges d'exploitation non bancaires	-	-
Charges sur valeurs et emplois assimilés	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations financières	-	-
Moins-values de cession sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	209.542	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur établissements de crédit et assimilés	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur clientèle	209.442	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur titres de placement	-	-
Dotations aux provisions pour créances en souffrances sur valeurs immobilisées	-	-
Dotations aux provisions pour autres créances en souffrances	-	-
Dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	100	-

COMPTES DE LA CLIENTELE

	30/06/2020	31/12/2019
Comptes courants	46.349	43.108
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	26.462	28.544
Autres comptes chèques	1.454.792	1.299.205
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne	361.201	335.122
Comptes à terme	2.399	2.428
Bons de caisse	780	746
Autres comptes de dépôts	2.888	3.624

RESEAU

	31/12/2019	30/06/2020
Guichets permanents	308	321
Guichets périodiques	-	-
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	455	486
Succursales et agences à l'étranger	-	-
Bureaux de représentation à l'étranger	-	-

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Declarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	242.856	88.715	110.474	221.097
B. TVA à récupérer	38.602	60.486	85.012	14.076
Sur charges	28.414	45.489	63.845	10.058
Sur immobilisations	10.188	14.997	21.167	4.018
C. TVA due ou crédit de TVA (A-B)	204.254	28.230	25.462	207.021

ETAT DES CREANCES EN SOUFFRANCES ET DES PROVISION

Rubrique	30/06/2020		31/12/2019	
	Créance en souffrance	Provisions	Créance en souffrance	Provisions
Créances pré-douteuses	562.851	48.526	362.759	20.137
Créances douteuses	282.962	43.345	252.973	48.197
Créances compromises	2.982.736	1.789.165	2.785.129	1.663.676
TOTAL	3.828.549	1.881.036	3.400.861	1.732.010

AUTRES PRODUITS ET CHARGES

RUBRIQUE	MONTANT	COMMENTAIRE
Pertes sur créances irrécouvrables	785	-
Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	388	-
Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	397	-
Autres dotations aux provisions	172.323	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations financières	100	-
Dotations aux provisions pour dépréciations des autres risques et charges	172.223	-
Dotations aux provisions réglementées	-	-
Dotations aux autres provisions	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance	60.826	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les établissements crédit et assimilés	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur la clientèle	60.496	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur les titres de placement	-	-
Reprises de provisions pour créances en souffrance sur valeurs immobilisées	-	-
Reprises de provisions pour autres créances en souffrance	-	-
Reprises de provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	330	-
Récupération sur créances amorties	1.613	-
Autres reprises de provisions	16.022	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations financières	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Reprises de provisions pour autres risques et charges	16.022	-
Reprises de provisions réglementées	-	-
Reprises de provisions	-	-
Produits non courants	-	-
Reprises non courantes des amortissements	-	-
Reprises non courantes des provisions	-	-
Autres produits non courants	-	-
Charges non courantes	6.948	-
Dotations non courantes aux amortissements	-	-
Dotations non courantes aux provisions	-	-
Autres charges non courantes	6.948	-

Fidarc	Grant Thornton	COOPERS AUDIT
17, rue Abdou Moukoko 21000 Casablanca Maroc		83, Avenue Hassan II 21000 Casablanca Maroc
CREDIT IMMOBILIER ET HOTELIER (CIH)		
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX		
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2020		
<p>En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2020. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8 787 748, dont un bénéfice net de KMAD 82 395, relève de la responsabilité des organes de gestion de la banque.</p>		
<p>Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.</p>		
<p>Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Crédit Immobilier et Hôtelier (CIH) arrêtés au 30 juin 2020, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.</p>		
<p>Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe relative aux effets de la crise liée au Covid 19 sur la situation intermédiaire au 30 juin 2020.</p>		
Casablanca, le 10 septembre 2020		
Les Commissaires aux Comptes		
 FIDAROC GRANT THORNTON Faïçal MEKOUAR Associé	 COOPERS AUDIT MAROC S.A COOPERS AUDIT MAROC Siège Social: 83 Avenue Hassan II Casablanca Abdelaziz ALMECHATTI Associé	